lanationquotidien@gmail.com - www.journal-lanation.com

LA NATION

Dimanche 4 Octobre 2020 N° 2244 Prix: 10 DA

Quotidien National d'Information

AFGHANISTAN

Quinze morts dans un attentat à la voiture piégée P15

IMPORTATION DES VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS

Ferhat Ait Ali annonce un "gel provisoire" P5

CHU DE TIZI-OUZOU

Le Pr Ahmed Zatout emporté par le coronavirus P2

TUNISIE/COVID-19

Les hôpitaux peinent à faire face P24

IL PRÉDIT LA FIN PROCHAINE DE LA PANDÉMIE

Le Pr Sanhadji n'exclut pas la possibilité de se dispenser du vaccin

P3

MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE LA PAIX

Lutte d'influence dans un parti en perte de vitesse

En acceptant le poste de ministre du Travail et de la Sécurité sociale dans le gouvernement d'Abdel-Aziz Jarad, Al-Hchmi Jaaboub a fait ressortir, au grand jour, les divergences au sein du mouvement de la société de la paix(HMS), après avoir fluctué entre deux ailes, l'une d'entre elles « dure » dirigé par le chef du parti, Abdel-Razzak Makri, et l'autre, enclin au compromis, mené par le l'ancien président du parti, Abu Jarrah Soltani, et le nouveau revenant au gouvernement le ministre du travail, Al-Hchmi Jaaboub.

Des sources fiables ont révélé au journal Al-Hurriya qu' Al-Hchmi Jaaboub, avait présenté sa démission du poste de président adjoint du mouvement il y a un an ou plus, et que le courant entre lui et le chef du parti n'était au beau fixe en raison de différences de visions sur les questions politiques, dont le la proximité avec le pouvoir. Ce désaccord entre les deux hommes a été gardé secret et n'a été rendu public que lorsque Jaaboub a rejoint l'équipe gouvernementale, une atittude qui a mis en colère le chef du mouvement mais a été soutenue par Abu Jarrah Soltani et Abdul kader Samari.

P4

FABRICATION ET CONCESSION AUTOMOBILE

Plus de 100 opérateurs ont déposé leurs dossiers

Le ministre de l'industrie, Ferhat ait Ali, a indiqué, hier à Alger, que plus 100 opérateurs nationaux ont déposé leurs dossiers pour obtenir l'agrément de concessionnaires automobiles ou pour réaliser des projets de construction de véhicules en Algérie. S'exprimant en marge des travaux de la conférence nationale des startups, organisée au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, M. Ait Ali a affirmé que "plus de 80% de ce nombre sont des opérateurs nationaux inscrits sur la plateforme numérique mise en place par le ministère de l'Industrie pour la sélection des futurs concessionnaires qui seront autorisés à effectuer des opérations d'importation des véhicules neufs en Algérie selon les exigences fixées dans le nouveau cahier des charges.

P5

Régions

CHLEF

Plus de 1000 cartes d'artisans et d'attestations de qualification depuis début 2020 P8

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Un mort et neuf blessés à Tissemsilt P24

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

148 nouveaux cas, 97 guérisons et 7 décès P2

CONFÉRENCE NATIONALE "ALGERIA DISRUPT 2020"

Lancement du Fonds national pour le financement des start-up

- Un nouveau système déclaratif au profit des porteurs de projets innovants
- Tebboune invite la communauté algérienne à l'étranger à investir en Algérie
- De jeunes innovateurs honorés

P3

Sport

FOOTBALL / COOPÉRATION

Un match amical Algérie-Croatie en maturation P11

Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

148 nouveaux cas, 97 guérisons et 7 décès

Cent quarante-huit(148) nouveaux cas confirmés de Coronavirus,97 guérisons et 7 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.
Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 51.955 dont 148 nouveaux cas, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1748 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36.482, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 13 wilayas ont recensé moins de 9 cas durant les dernières 24 heures, 31 autres n'ont notifié aucun cas alors que 4 wilayas ont enregistré plus de 10 cas.
Par ailleurs, 25 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

APS

CHU DE TIZI-OUZOU

Le Pr Ahmed Zatout emporté par le coronavirus

Le Pr Ahmed Zatout, chef de service de médecine de travail au Centre hospitalo-universitaire Nedir Mohamed est décédé, vendredi matin après sa contamination par le coronavirus (Covid-19).
Hospitalisé depuis le 10 septembre dernier à l'unité de prise en charge des contaminés à la Covid-19, le Pr Zatout, âgé de 65 ans, a été admis en réanimation depuis plus d'une dizaine de jours, rapporte le journal El Watan dans son édition d'hier.
Les blouses blanches sont toujours en première ligne dans la lutte contre la pandémie. Le 8 septembre dernier, le Dr Lyes Merabet, président du Syndicat des praticiens de la santé publique (SNPSP) a révélé un nouveau bilan des décès et des contaminations parmi le personnel soignant depuis l'apparition de la pandémie du coronavirus (Covid-19) en Algérie.
Le président du SNPSP avait fait état du décès de 120 soignants et la contamination de plus de 5000 autres. Le nombre total des contaminations s'élève à 51 547 cas et celui des morts passe à 1749 décès depuis le début de la pandémie dans le pays. Le nombre de personnes guéries a atteint 36 385 patients.

R.N

IL PRÉDIT LA FIN PROCHAINE DE LA PANDÉMIE

Le Pr Sanhadji n'exclut pas la possibilité de se dispenser du vaccin

Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, le Pr Kamal Sanhadji, a confirmé que le virus Covid-19 se dirige vers une coexistence intelligente avec le patient pour assurer sa continuité, grâce à des changements génétiques qui donnent au patient plus de temps pour lui résister. Il n'a pas exclu, de ce fait, la possibilité pour l'Algérie de se dispenser du vaccin.

Sanhadji a expliqué,dans une déclaration au site d'information « Sabk press », que "La baisse du nombre d'infections selon une courbe régulière confirme l'analyse scientifique liée au glissement génétique des mutations virales vers une coexistence intelligente avec le patient sans le tuer, ce qui signifie la fin du virus", se référant aux statistiques des pays européens qui assistent à une augmentation du nombre de contaminations sans grands effets sur la santé.
Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire a ajouté: «La gravité de l'épidémie du virus Covid-19 est déterminée par l'indice de reproduction, qui est actuellement estimé à 0,9 (moins de 1), ce qui garantit sa faible propagation, alors qu'il était estimé à 3 lors de son apparition, ce qui signifie que la force du virus à ce moment-là, pouvait contaminer au moins trois personnes.
S'agissant des mesures de précaution adoptées par les pouvoirs publics, notamment le report de la rentrée scolaire et la fermeture des frontières, Kamal Sanhadji estime qu'elles suivent directement des études scientifiques, à travers lesquelles - c'est-à-dire les procédures - l'indice de reproduction est contrôlé. Il a également souligné la nécessité de prendre en compte le facteur prioritaire en ce qui concerne les mesures de précaution qui se terminent par l'ouverture des frontières comme dernière décision qui puisse être prise, mettant en garde contre le danger de prendre une décision à cet égard dans les circonstances actuelles du fait de l'inévitabilité du retour du virus coïncidant fortement avec la deuxième vague que traversent certains pays européens comme la France.
Le professeur Kamal Sanhadji s'attendait à ce que la courbe de survie du virus connaisse une fluctuation représentée par une augmentation puis une diminution de manière équilibrée, avec la possibilité d'une deuxième vague avec moins de force que la première.
D'autre part, le professeur Sanhadji a qualifié la propagation du «paludisme» dans le sud du pays, comme «exceptionnelle» car les cas sont ciblés, l'Algérie étant internationalement reconnue comme un pays qui contrôle l'épidémie.
Il a expliqué la transmission de la maladie, malgré la fermeture des frontières en raison de la faiblesse du système de santé et des mesures préventives dans les pays voisins, ainsi que les mouvements d'insectes liés aux récentes fortes pluies, qui ont contribué à la prolifération du paludisme.

Sid Ali

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

La réouverture de l'espace aérien est liée au développement de l'épidémie

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière Abderrahmane Benbouzid a confirmé, hier, à Alger, que la réouverture de l'espace aérien est une "décision souveraine". Elle est liée à l'évolution de la situation épidémiologique en Algérie et à l'étranger. Dans une déclaration à la presse en marge de la Conférence nationale des startups, qui a été supervisée par le président de la République, le ministre a indiqué que les infections "sont encore élevées dans de nombreux pays, en particulier dans les pays européens voisins de nous", soulignant la nécessité pour "les citoyens de continuer à adhérer à toutes les mesures préventives", ainsi que "des campagnes de sensibilisation, et de prévention " car – a-t-il dit - "le virus est toujours présent". . . En réponse à une question liée aux efforts de l'Algérie pour acquérir le vaccin contre cette épidémie mondiale, il a déclaré que l'Algérie "n'importera le vaccin contre l'épidémie de Corona qu'après son utilisation dans le pays dans lequel il a été fabriqué et pour s'assurer qu'il ne laisse pas d'effets secondaires". Et après avoir indiqué que l'Organisation mondiale de la santé "a confirmé que le vaccin anti-Corona ne sera pas disponible avant 2021", il a réitéré que l'Algérie, à travers l'Institut Pasteur, "a des contacts avec de nombreux pays comme la Chine, la Russie et la Grande-Bretagne à propos de ce vaccin" ainsi l'Algérie est au courant de l'avancement de la fabrication du vaccin et attend sa production. Il a révélé qu'"un accord a été conclu avec de nombreux pays pour un achat collectif" du vaccin, de sorte que les prix soient acceptables et avec plus de garanties". Quant au vaccin antigrippal, le ministre a révélé que la campagne annuelle «débutera le 15 octobre et toutes les conditions ont été créées et le vaccin a été fourni pour en faire un succès».

R.N

CONFÉRENCE NATIONALE "ALGERIA DISRUPT 2020"

Lancement du Fonds national pour le financement des start-ups

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé hier à Alger le lancement officiel du Fonds national pour le financement des startups dont le mode de fonctionnement se distinguera par une "flexibilité" et une "tolérance aux risques".

Intervenant à l'ouverture de la Conférence nationale des startups, "Algeria Disrupt 2020", le Président Tebboune a affirmé que ce nouveau mécanisme de financement permettra aux jeunes porteurs de projets d'"éviter les banques et la lenteur bureaucratique qui en découle, à travers cet outil qui se distinguera par la flexibilité dont ont besoin les start-ups". Ce Fonds qui sera certes financé par l'Etat, demeurera "ouvert au secteur privé et les sociétés étrangères qui souhaiteraient y contribuer financièrement", a-t-il souligné.
Le Président a formulé le vœu de voir les projets soumis au Fonds de financement des start-up se concrétiser dans "les plus brefs délais", soulignant que "tous les problèmes soulevés doivent être réglés dans un délai de deux mois".

UN NOUVEAU SYSTÈME DÉCLARATIF AU PROFIT DES PORTEURS DE PROJETS INNOVANTS

Par ailleurs, Tebboune a annoncé un «nouveau système déclaratif au profit des porteurs de projets innovants leur permettant de concrétiser leurs idées loin de toute entrave". "Il suffit à toute personne souhaitant créer une start-up de le déclarer seulement...une fois la production lancée, elle devra obtenir le registre de commerce", a indiqué le président de la République. Et de rappeler, dans le même contexte, les incitations fiscales introduites au titre de la loi de finances complémentaire au profit des start-ups, en sus des différentes facilitations relatives à l'accès au foncier pour la réalisation des incubateurs et des accélérateurs, au vu de l'importance de ces structures en matière d'accompagnement des start-ups.
Les travaux de la Conférence ont débuté hier au Centre international des conférences (CIC) à Alger, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence du Premier ministre Abdelaziz Djerad et des membres du gouvernement.
Près de 1 000 participants prennent part à ce rendez-vous, entre start-ups, incubateurs, représentants d'institutions gouvernementales et financières, opérateurs économiques, experts, associations, universités et centres de recherches.
L'objectif de la conférence est de créer un espace d'échanges et de débat autour des questions en relation avec ces entreprises et les moyens de leur développement en Algérie.
A l'ordre du jour figurent trois (3) panels traitant de thématiques en relation avec le cadre juridique, le capital risque "venture capital" et les incubateurs/accélérateurs.
En marge de la Conférence, a été organisée une exposition regroupant une quarantaine de start-ups visant à mettre en exergue la créativité de la jeunesse algérienne qui continue à prouver ses potentialités notamment durant cette période de pandémie.

Synthèse : Aziz T.

Tebboune invite la communauté algérienne à l'étranger à investir en Algérie

S'exprimait alors qu'il visitait une exposition de startups algériennes, organisée en marge des travaux de la Conférence, le président de la République a invité, hier à Alger, les jeunes compétences de la communauté algérienne établie à l'étranger à investir en Algérie notamment dans le domaine des start-ups.
Lors de cette visite, Tebboune s'est ainsi entretenu avec les exposants qui lui ont présenté des aperçus sur leurs projets innovants ainsi que leurs différentes préoccupations.
M. Tebboune les a ainsi rassurés de l'engagement de l'Etat à lever les verrous bureaucratiques qui entravent leurs investissements. Il a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de mettre en place une plateforme numérique relative au marché algérien et aux investissements disponibles en Algérie et de généraliser, en plus, l'utilisation des tablettes numériques au profit du secteur de l'Education nationale.

DE JEUNES INNOVATEURS HONORÉS

Le président de la République a honoré, hier à Alger, sept jeunes innovateurs, ayant entre 11 et 15 ans, dont trois ayant remporté un concours international de robotique en Corée du Sud. Lors de la séance d'ouverture de la Conférence nationale des start-ups, le président de la République a honoré trois jeunes lycéens innovateurs venus de la wilaya de Sétif, lauréats d'un concours international de robotique en Corée du Sud, ainsi que quatre autres jeunes venus de la wilaya de M'sila.
Présent à cette cérémonie avec ses deux camarades lauréats, Nazim Assefrane et Mohamed-Amine Atoui, le jeune Younes Abdessami, 15 ans à peine, élève dans une école d'apprentissage de programmation et de robotique, a déclaré que son équipe a élaboré, à distance, un projet portant sur une ferme intelligente gérant le côté bétail et le côté agricole. Lors de cette cérémonie, le président de la République a, en outre, remis des prix aux membres de l'association "Créativité et innovation scientifique" de la wilaya de M'sila.
Les quatre jeunes membres de l'association, ayant entre 11 et 13 ans, ont travaillé sur plusieurs innovations dont celle de la maison intelligente (Motassim Boussadia), la barrière ferroviaire intelligente (Chawki Aouni), la ferme intelligente (Mohamed-Ali Thouirat) ainsi que la chaussure intelligente destinée aux non-voyants (Wael Hemdani).
A rappeler que les sept jeunes innovateurs ont été honorés, durant le mois en cours, par le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie de la connaissance et des startups, Oualid Yacine.

R.N

Brèves

AYMEN BENABDERRAHMANE (MINISTRE DES FINANCES)

Les investisseurs privés appelés à participer au financement des start-ups

Les investisseurs algériens privés sont appelés à participer au financement des start-ups comme c'est le cas dans d'autres pays du monde, a estimé hier à Alger, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane. Lors d'une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de création du fonds national dédié aux start-ups, le ministre des Finances a appelé les investisseurs et différents détenteurs de capitaux à soutenir les start-ups en les finançant afin de permettre leur émergence et leur intégration dans les marchés national et international. "Je fais appel aux investisseurs et à ceux qui détiennent des capitaux à financer ces jeunes", a appelé M. Benabderrahmane, soulignant que les plus grandes entreprises au monde ont été auparavant des start-ups ayant été accompagnées et financées par des investisseurs.
"Le secteur public ne pourra pas faire face à tous les besoins", a encore estimé le ministre, expliquant que "le secteur privé a son rôle à jouer dans le soutien de la start-up algérienne".
Par ailleurs, M. Benabderrahmane a fait savoir que la start-up et la micro-entreprise, en général, font partie des nouveaux instruments de développement qu'il est nécessaire de renforcer "pour qu'elles soient (start-ups) créatrices de richesse et d'emploi".
Concernant le fonds créé lors de cette cérémonie organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Finances a indiqué qu'il s'agit d'"un nouveau fonds auquel ont pris part cinq banques publiques".
"Il est géré par un conseil d'administration en toute transparence, il est doté de plus d'un milliard de dinars", a-t-il précisé, affirmant que l'Exécutif travaille à ôter l'ensemble des écueils au profit du développement de start-ups et de micro-entreprises.

R.N

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Un groupe de pilotage pour évaluer la situation

Un groupe de pilotage, chargé de lancer et de superviser une vaste opération de recueil d'informations pour évaluer la situation du service public de l'eau à travers le territoire national a été installé par le ministre des Ressources en eau, a indiqué samedi ce département ministériel.
Le but de l'enquête confiée à ce groupe de pilotage installé jeudi dernier sous le slogan "Qualité du service public de l'eau : la parole aux consommateurs" consiste à évaluer la situation du service public de l'eau, dans chaque commune et quartier du pays" lit-on dans le document. De ce fait, l'Agence de Gestion Intégrée des Ressources en eau (AGIRE), a été mandatée afin de faire appel à plus de 5.000 jeunes universitaires pour des emplois temporaires. Ils recevront une formation en ligne et seront chargés de recueillir les renseignements auprès des consommateurs, dans leurs localités de résidence, précise la même source.
L'enquête nationale qui tend à livrer une cartographie précise du vécu des citoyens, permettra d'évaluer l'impact des efforts déployés par le secteur, dans l'amélioration de l'alimentation en eau et d'affiner les programmes de développement en cours, a-t-on souligné. Selon le ministère, cette opération vient compléter celle relative à l'inventaire du patrimoine hydraulique propre à chaque commune (en cours depuis plusieurs semaines). L'enquête permettra au ministère d'évaluer la performance du service public de l'eau, en se plaçant du point de vue du citoyen, a-t-on encore ajouté.

R.N

Brèves

PARTI DES TRAVAILLEURS

3 dirigeants présentent leur démission

Trois dirigeants, membres du comité central, du Parti des travailleurs de la wilaya de Guelma ont présenté leur démission définitive des rangs du parti de Mme Louiza Hanoune, pour des raisons particulières, comme indiqué dans un communiqué.
Il s'agit de Ismail Kwadriya, membre du Bureau politique et membre du Comité central du Parti, Muhammad Al-Din Habashi et Husam al-Din Petahi. Cette décision est intervenue après la suspension de leur activité politique pendant près d'un an. Selon eux, la démission aurait intervenu plus tôt, mais «ils ont préféré être patients en la soumettant, compte tenu du statut de la secrétaire générale Louisa Hanoune», qui était à l'époque en garde à vue. Kwadriya a précisé au quotidien El Khabar que le report de l'annonce de démission à aujourd'hui est dicté par le souci d'éviter toutes «interprétations non fondées et d'éviter tout malentendu.»
Kwadriya, ancien parlementaire et leader du Parti, a ajouté qu'il y aura d'autres démissions de militants et de dirigeants, qui vont suivre à partir de la semaine prochaine.

Ab.N

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le parti de Jaballah dit « non »

Après le HMS de A. Makri, le front pour la justice et le développement (FJD), présidé par Abdallah Djaballah, est le deuxième parti islamiste à décider de voter « non » sur la nouvelle constitution. Suite à une réunion qui s'est tenue vendredi, les membres du conseil consultatif national du FJD ont décidé « de rejeter le projet de révision constitutionnelle et de voter « non » lors du référendum prévu le 1er novembre prochain ». Le parti de Abdallah Djaballah a considéré que « le nouveau texte ne répondait pas aux aspirations du peuple algérien, exprimées lors du hirak ».
Le FJD, estime que « ce projet de révision constitutionnelle adopte un courant laïc» et «n'accorde pas suffisamment d'importance à l'islam et à la langue arabe ». En effet, Djaballah a critiqué le fait que « le projet adopte deux longues officielles, à savoir l'arabe et le tamazight, » soulignant que « cela présente un danger pour l'unité de pays ».

R.N

BOUIRA

Affrontements entre manifestants et forces de sécurité à M'Chdallah

Les rues de la municipalité de M'Chdallah, à 50 km à l'est de Bouira, ont été témoins hier d'escarmouches entre des manifestants et les forces de sécurité. Ces derniers ont usé largement des gaz lacrymogènes pour les disperser une foule voulant reprendre le Hirak dans la région. Dans plusieurs quartiers, les confrontations se sont poursuivent pendant plus de deux heures, en raison de l'arrestation de plus de cinq jeunes hommes.
Il est à noter que les manifestants ont tenté de marcher depuis la rue Bouaklan, mais ils sont entrés en collision avec le poste de contrôle des services de sécurité au rond-point appelé «Al Kabs», où l'étincelle de la confrontation a commencé. Les affrontements se sont poursuivis à l'heure om nous mettons sous presse.

Id.D

MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE LA PAIX

Lutte d'influence dans un parti en perte de vitesse

En acceptant le poste de ministre du Travail et de la Sécurité sociale dans le gouvernement d'Abdel-Aziz Jarad, El-hachemi Jaaboub a fait ressortir, au grand jour, les divergences au sein du mouvement de la société de la paix(HMS), entre deux ailes, l'une « dure » dirigé par le chef du parti, Abdel-Razzak Mokri, l'autre, enclin au compromis, mené par l'ancien président du parti, Abou Jarrah Soltani, dont faisant parti le revenant au gouvernement le ministre du travail, Al-Hchmi Jaaboub.

Des sources fiables ont révélé au quotidien arabophone El-Hourriya qu' El-hachemi Jaaboub, avait présenté sa démission du poste de vice président du mouvement il y a un an ou plus, et que le courant entre lui et le chef du parti n'était plus au beau fixe en raison de différences de visions sur les questions politiques, dont la question de la proximité avec le pouvoir.
Ce désaccord entre les deux hommes a été gardé secret et n'a été rendu public que lorsque Jaaboub a rejoint l'équipe gouvernementale, une attitude qui a mis en colère le chef du mouvement, mais a été soutenue par Abu Jarrah Soltani et Abdul kader Samari.
Il n'est pas exclu, cependant, que le désaccord entre les parties en conflit s'approfondisse au delà de la question de la participation au gouvernement ou non, pour s'étendre à d'autres questions politiques à la suite de l'élargissement du fossé. Alors que Mokri adopte une position stricte sur la question de la participation au gouvernement pour donner au mouvement une nouvelle virginité, et se purifier des années d'alliance avec l'autorité, conçu par l'aile dirigée de Soltani et autres cadres qui ont occupés auparavant des postes ministériels, et qui veulent maintenir une certaine proximité avec le régime.
L'acceptation par Jaaboub du poste de ministre du Travail succédant à Ahmed Achek Yousef, démis de ses fonctions, a alimenté le clivage au sein du parti et l'a approfondi , surtout qu'il est intervenu immédiatement après que le mouvement a annoncé sa position officielle vis-à-vis du référendum en appelant les militants à voter «non», ce qui démontre que la position du parti sur le référendum ne fait pas l'unanimité, ainsi que la position du chef du parti qui veut entraîner le mouvement dans une logique de rupture avec le pouvoir.
Soltani. s'il n'exprime pas, explicitement, son approbation de la constitution, ne refuserait pas de faire parti d'un gouvernement qui se consacrera et fera tout ce qui est en son pouvoir pour persuader les citoyens, non seulement à voter, mais voter avec un «oui». Jaaboub pourrait même se voir charger de mener une campagne électorale officielle qui contredit la position officielle du mouvement Hamas.
Le HMS surpris par la décision de Jaaboub, absent des activités du chef du parti depuis un certain temps, n'a pas tardé à révéler sa position sur sa page officielle sur Facebook au sujet de cette décision inattendu en renvoyant in extremis cette désobéissance au Comité de discipline qui décidé la suspension immédiatement de Jaaboub de ces rang , et ce malgré que se dernier n'ait reçu aucune réponse à sa lettre de démission du poste de vice- président du mouvement .
Pour contenir l'affaire et la faire passer comme un acte unilatéral, Mokri a lancé une attaque contre Hachemi Jaaboub, qualifiant son comportement d '"opportunisme", en envoyant également des messages codés à l'autorité déclarant que "le mouvement n'a pas l'intention de priver l'Algérie ses des compétences." Cela signifie que négocier avec des personnalités appartenant au parti est contreproductif. Et il vaut mieux se coordonner avec le parti qui ne s'oppose pas à l'idée de rejoindre, par principe, le gouvernement..
Jaaboub qui a eu sa part de critiques lors d'un discours que Makri à prononcé hier lors d'une rencontre dans la wilaya de Djelfa - sans le nommer - sachant que cette position est partagée par d'autres personnalités de poids au sein du parti, comme Soltani et Abdulkadir Samari, laissant entendre que l'action politique n'est pas une lutte pour des intérêts personnels et une course à se servir pour soit-même et sa famille aux dépens du pays, ajoutant que "le mouvement rejette toute action politique opportuniste basée sur la course au self -service".
Quant a la révision de la constitution, le président du HMS l'a décrite comme décevante, car il consacre une idéologie, mettant en garde contre la restructuration du système pour lui-même en corrompant l'action politique.
La réponse de ces critiques est venue par d'Abd Abu Jurah Sultani, l'ancien ministre qui dirige actuellement le « Forum Wassatia ». Ce dernier a félicité Jaaboub pour son acceptation du poste mentionnant qu'il avait précédemment supervisé la gestion de ce ministère qui exige selon soltani une haute compétence, ce que possède son collègue Al-Hashemi, lui assurant le soutient. du forum.
De même, Abd al kadir Samari, l'ancien ministre s'est adressé sur sa page Facebook, au chef du parti, en lui disant: «Vous ne devriez pas avoir de décisions tranchantes en tout ... lui suggérant de laisser des marges de manœuvres, et donner d'autres opportunités. , le retournement, le blocage et la fermeture des portes ne conviennent pas à la politique humaine, car le temps et les événements font ce qu'ils font pour nous tous ...
La confrontation au sein du mouvement Hamas a commencé, dans laquelle Abd al-Razzak Makri parie sur base militante, tandis qu'al-Hachemi Jaaboub parie sur la solidarité d'anciens dirigeants dont la parole est encore entendue, et sa résonance peut augmenter au fil des jours.

Fayçal.B

FABRICATION ET CONCESSION AUTOMOBILE

Plus de 100 opérateurs ont déposé leurs dossiers

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali, a indiqué, hier à Alger, que plus 100 opérateurs nationaux ont déposé leurs dossiers pour obtenir l'agrément de concessionnaires automobiles ou pour réaliser des projets de construction de véhicules en Algérie.

S'exprimant en marge des travaux de la conférence nationale des startups, organisée au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, M. Aït Ali a affirmé que "plus de 80% de ce nombre sont des opérateurs nationaux inscrits sur la plateforme numérique mise en place par le ministère de l'Industrie pour la sélection des futurs concessionnaires qui seront autorisés à effectuer des opérations d'importation des véhicules neufs en Algérie selon les exigences fixées dans le nouveau cahier des charges.
Selon un communiqué du ministère de l'Industrie, à la fin des deux semaines écoulées, 133 préinscriptions ont été enregistrées pour l'activité de concessionnaires de véhicules neufs (tous types confondus) et 51 préinscriptions ont été enregistrées pour l'activité de construction de véhicules tous types confondus aussi.
Cette opération de préinscription est nécessaire pour l'introduction en ligne des demandes d'agrément provisoire et définitif ainsi que les demandes d'avis technique pour l'exercice des activités de construction de véhicules et/ou de concessionnaires de véhicules neufs. Dans les détails, le ministère fait savoir que, concernant les préinscriptions au dispositif régissant les concessionnaires de véhicules neufs, 40 demandes pour l'automobile ont été enregistrées, 37 pour les motocycles, 15 pour les camions, 12 pour les engins roulants, 10 pour les tracteurs et matériels agricoles, 6 pour les bus et autocars, 5 pour le matériel des travaux publics, 4 pour les tracteurs routiers et 4 autres pour les semi-remorques, soit un total de 133 demandes. Pour le dispositif régissant l'activité de construction de véhicules, 13 demandes ont été enregistrées pour l'automobile, 13 pour les motocycles, 7 pour les camions, 5 pour les tracteurs et matériels agricoles, 4 pour les bus et autocars, 4 pour les tracteurs routiers, 4 pour les semi-remorques, 4 pour les engins roulants et 1 (une) demande pour le matériel des travaux publics, soit un total de 51 demandes.
Selon le communiqué, 20% des inscrits sont des opérateurs nationaux et étrangers qui ont déposé leurs dossiers pour des projets de construction automobile, dont 5 entreprises intéressées par l'activité de construction de véhicules de tourisme, a précisé le ministre.
Les dossiers déposés "seront soumis à l'examen pour une durée de 30 jours", a expliqué M. Ait Ali, soulignant, qu'en cas de refus, les opérateurs concernés auront un délai de 30 jours pour formuler un recours.
Insistant sur l'objectif du gouvernement d'encourager les projets de construction automobiles intégrés, le ministre de l'industrie a souligné que l'activité d'importation sera régulée de manière à alimenter le marché national et d'éviter d'éventuels dysfonctionnements, notamment la déperdition de devises.
A ce propos, M. Ait Ali a expliqué que l'activité d'importation de véhicules s'effectuera sur la base des fonds propres du concessionnaire de la marque. Le ministre n'a pas écarté la "fixation de quotas pour certains modèles de véhicules dont le coût est excessif.
Pour l'obtention du rendez-vous, les opérateurs sont invités ainsi à s'inscrire via l'adresse mail : info.dispositifs@industrie.gov.dz ou bien par téléphone en appelant aux : 021 23 92 25 / 021 23 95 07.

R.N

PERTURBÉ PAR LA CONTAMINATION DE TRUMP

Les cours du pétrole ont rechuté

Le pétrole « a une fois de plus du mal à prendre de l'élan et le rebond d'hier s'est rapidement essoufflé», a constaté Craig Erlam, analyste de Oanda. Un prix autour de « 40 dollars semble être raisonnable pour l'instant (…) alors que l'économie mondiale se dirige vers un hiver difficile ».
Pour le deuxième jour consécutif, les prix du pétrole chutent. Cette fois, ils étaient perturbés par la contamination de Trump. Les cours pétroliers ont chuté de plus de 4% hier, au lendemain d'une dégringolade similaire, malmenés par l'incertitude découlant de la contamination au Covid-19 de Donald Trump et par une offre d'or noir bien supérieure à la demande.
Ce jeudi, les prix du pétrole sont repartis nettement à la baisse dans un marché excédentaire et inquiet quant à la demande mondiale, ce qui contribuait à empêcher les cours de s'installer durablement au-delà des 40 dollars le baril. Le baril de WTI coté à New York pour livraison en novembre a abandonné 3,8%, à 38,72 dollars. Il est tombé jusqu'à 37,61 dollars en séance. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre, dont c'était le premier jour comme contrat de référence, a fini à 40,93 dollars, en chute de 3,2%, après être descendu à 39,92 dollars dans la journée. Les cours de l'or noir avaient légèrement rebondi mercredi dans le sillage d'un rapport hebdomadaire américain montrant une baisse surprise des stocks commerciaux de brut aux États-Unis.
Hier, le baril américain de WTI pour livraison en novembre a abandonné 4,31% ou 1,67 dollar par rapport à la clôture de jeudi, à 37,05 dollars. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour décembre est tombé à 39,27 dollars, en chute de 4,06% ou 1,56 dollar. WTI et Brent ont également enregistré leur deuxième baisse hebdomadaire consécutive, lâchant respectivement 7,95% et 6,32%. "La contamination par le coronavirus du président Trump ajoute une couche d'incertitude supplémentaire pour les marchés des matières premières", a expliqué David Fyfe, analyste chez Argus Media. Jeudi, les deux cours de référence du brut avaient franchi la barre des -5% en séance, avant de limiter leurs pertes et de n'abandonner "que" 3% à la clôture. Donald Trump, 74 ans, a fait savoir dans un tweet dans la nuit de jeudi à vendredi qu'il avait été testé positif au Covid-19, tout comme sa femme Melania, et qu'il se mettait en quarantaine. Le médecin de la présidence américaine a dit s'attendre à ce que M. Trump "continue à assumer ses fonctions sans perturbations pendant sa convalescence". Cette nouvelle "vient s'ajouter aux mauvais signaux économiques reçus par le marché tout au long de la semaine. Les investisseurs constatent que la demande d'or noir, après un rebond pendant l'été, s'essouffle, et que les économies sont peut-être en train de rater le coche de la reprise", a complété M. Fyfe. L'absence d'un nouveau plan de relance américain n'arrange rien, selon Jeffrey Halley, de Oanda. "La combinaison d'une demande tiède, de l'augmentation de l'offre mondiale et de l'incertitude politique américaine entraîne un puissant cocktail baissier", avait résumé plus tôt dans la journée Stephen Brennock, analyste de PVM.
Pour Neil Wilson, de Markets.com, « l'augmentation de la production libyenne joue » dans ce fort mouvement vers le bas mais il « est surtout lié au sentiment général morose basé sur le déséquilibre entre l'offre et la demande, » a-t-il expliqué à l'AFP. La Libye, mise à l'écart du marché depuis janvier en raison d'un conflit entre deux pouvoirs rivaux, voit sa production et ses exportations repartir progressivement, alors que le marché est déjà excédentaire et que chaque nouveau baril creuse un peu plus le fossé avec une demande en berne.
Cette tendance baissière s'est confirmée ce matin à l'ouverture des marchés, où le cours du Brent est descendu sous la barre des 40 dollars. En effet, le baril de Brent affichait, vers 7h50 Gmt, un recul de 2,46% à 39,71 dollars.

R.E

IMPORTATION DES VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS

Ferhat Ait Ali annonce un "gel provisoire"

Sans donner de détails, le ministre de l'Industrie a annoncé hier, en marge de la Conférence nationale sur les start up, que l'autorisation d'importation des véhicules de moins de trois ans, pourtant adoptée par le parlement, "est momentanément gelée". Il a révélé que pas moins de 80 demandes d'agréments pour l'importation de véhicules sont déjà enregistrées au niveau de ses services. Un chiffre considérable au vu des obstacles juridiques et techniques contenus dans le nouveau cahier des charges rendu public dernièrement, après une longue phase de maturation qui a permis de colmater les failles de l'ancien dispositif qui a ruiné le trésor public, à travers le jeu de la surfacturation. Pour le montage de véhicules légers et lourds, le ministre a fait savoir que le chiffre de 20 demandes est déjà enregistré. Reste à savoir, si tous les candidats à l'activité d'importation et de montage se verront accrédités par les services compétents du ministère de l'Industrie.

R.E

BECHAR

Retour graduel des étudiants universitaires

Le retour graduel des étudiants des huit (8) facultés de l'Université "Tahri Mohamed" de Bechar se déroule dans le respect du protocole sanitaire mis en place par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour lutter contre la pandémie de la Covid-19, a-t-on appris mercredi de son recteur, Saïd Maamouri.

"Nous avons mobilisé les moyens humains et logistiques pour la mise en place et le respect du protocole sanitaire à travers l'ensemble des huit (8) facultés, la dizaine de clubs scientifiques et culturels de l'Université de Bechar", a indiqué a l'APS le M. Maamouri.

"Nous avons procédé auparavant à une grande opération de désinfection de l'ensemble des structures pédagogiques et administratives, avec l'aide du mouvement associatif local et de nos partenaires", a-t-il signalé.

Il a été également procédé, dans le cadre de ces mesures sanitaires, à l'organisation de la réception par courrier électronique entre le 19 et le 24 septembre des thèses et mémoires, dont une quinzaine de thèses de doctorat présentées et débattues en mode visioconférences et 500 autres mémoires de master, sur un global prévu de 1.857 mémoires de Master, indique, pour sa part, le vice-recteur chargé de la pédagogie, Dr.Aziz Dahmani. L'opération se poursuit actuellement dans le respect du protocole sanitaire, a-t-il assuré.

Aussi, le transport est assuré par vagues pour 2.400 étudiants, issus d'autres wilayas, notamment du Sud-ouest du pays, vers les lieux de résidence universitaires à Bechar, avec la contribution des œuvres universitaires et ce dans le respect total du protocole sanitaires, a fait savoir Dr.Dahmani. L'Université "Tahri Mohamed", qui compte un total de 10.500 étudiants encadrés par 650 enseignants, va organiser des journées "Portes ouvertes" à distance soit sur son site internet, du 15 au 25 octobre prochain au profit des nouveaux bacheliers, a-t-il ajouté, poursuivant que les inscriptions se feront via la plateforme internet du ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

La période du 24 octobre au 05 novembre prochain a été retenue comme première phase de préinscriptions, la deuxième est prévue du 08 au 18 novembre prochain, tandis que les inscriptions aux œuvres universitaires s'étalera du 25 au 30 novembre, a encore révélé M.Dahmani.

Brèves

ALGER

Arrestation d'un escroc agissant sous couvert d'une agence commerciale fictive

La brigade de répression du crime de la Police judiciaire de la circonscription d'Alger Centre relevant de la Sûreté d'Alger a mis hors d'état de nuire un individu s'adonnant à l'escroquerie sous couvert d'une agence commerciale fictive, indique vendredi un communiqué des mêmes services.
"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, la brigade de répression du crime de la Police judiciaire de la circonscription d'Alger Centre relevant de la Sûreté d'Alger a mis hors d'état de nuire un individu agissant sous couvert d'une agence commerciale fictive pour commettre, à l'aide de plusieurs personnes, des faits d'escroquerie, de faux et d'usage de faux et de conclusion de contrats et de marchés douteux en vue de l'extorsion de tiers", a précisé la même source ajoutant que "la valeur totale des objets saisis s'élève à 9 milliards de centimes".
L'opération s'est soldée par la saisie de 4.220.000 Da, sept camions de gros tonnage, trois véhicules touristiques, 12 cartes grises et des contrats de location falsifiés ainsi que du matériel bureautique et des téléphones portables.
Après finalisation des procédures légales en vigueur, le mis en cause à été présenté devant la juridiction compétente, conclut le document.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ À AÏN DEFLA

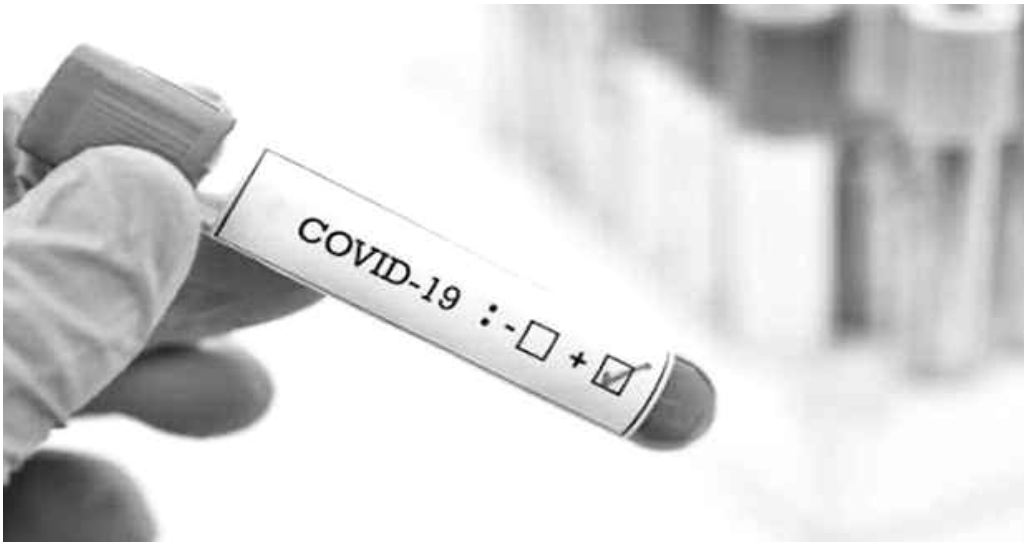
Sept arrestations à Djendel, Khémis Miliana et El Attaf

Les services de sécurité de Ain Defla ont arrêté dernièrement à Djendel, Khémis Miliana et El Attaf sept (7) individus âgés entre 25 et 51 ans, dont certains étaient condamnés par la justice pour leur implication dans divers crimes, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.
Dans leurs efforts de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les services des sûretés des daïras d'El Attaf et Khémis Miliana ont arrêté trois personnes recherchées par la justice dont une femme de 51 ans condamnée à la réclusion pour les griefs de menace d'agression, création de lieu de débauche et dérangement de la quiétude des riverains, a-t-on indiqué.
Lors de patrouilles de routine durant la même période, les mêmes services sécuritaires renforcés par les services de sûreté de Djendel, ont également arrêté 4 personnes en possession d'armes blanches, dont des couteaux de grand calibre, a-t-on encore fait savoir.
Les procédures réglementaires en vigueur ont été accomplis à l'encontre des mis en cause dans l'attente de leur présentation devant les instances judiciaires territorialement compétentes, a-t-on précisé de même source.

KHENCHELA (DÉPISTAGE DU COVID-19)

Réalisation "depuis mars dernier" de près de 10 000 scanners

Au total 9 635 scanners thoraciques pour le dépistage de la Covid-19 ont été effectués au service d'imagerie médicale de l'établissement public hospitalier, EPH-Ahmed Benbella de Khenchela depuis mars dernier, a indiqué jeudi le directeur local de la Santé et de la population, Lazher Merdjane.



"Pas moins de 9635 scanners thoraciques pour le dépistage de la Covid-19 ont été effectués depuis l'apparition le 20 mars dernier du premier cas de Coronavirus dans la wilaya", a précisé ce responsable lors de son exposé sur la situation épidémiologique, présentée à l'occasion des travaux de la 2e journée de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).
Il a dans ce sens relevé que "le peu de moyens dont dispose le secteur" avec un seul appareil de scanner et un médecin radiologue pour les 21 communes de Khenchela.
Le même responsable a ajouté que le nombre total d'infections au coronavirus (Covid-19) dans la wilaya de Khenchela a atteint, à ce jour, 2010 cas dont 1024 ont été diagnostiqués via des tests PCR.
Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, les établissements de santé de la wilaya ont été renforcés par la mobilisation de 908 paramédicaux, 163 médecins généralistes, 10 médecins spécialisés en épidémiologie, 3 pneumologues et 11 médecins réanimateurs, a souligné le directeur de la Santé.
Dans ce même contexte, le secteur de la santé a fait l'acquisition de 5 réservoirs d'oxygène d'une capacité totale de 30 000 litres et 263 bouteilles d'oxygène de différents volumes en attendant "l'acquisition d'un autre réservoir d'oxygène de 3000 litres afin de renforcer les capacités de stockage dans les établissements de santé désignés pour accueillir les malades du covid-19".
Malgré la baisse des nouveaux cas de contamination au coronavirus dans la wilaya de Khenchela, ce responsable a appelé les citoyens à redoubler de vigilance en ce qui concerne le respect des gestes barrières et éloigner ainsi le spectre d'une deuxième vague.
Il est à noter que lors des travaux de la session ordinaire de l'APW de Khenchela, il a été décidé d'allouer une enveloppe de 73 millions de dinars à l'achat des équipements nécessaires pour lutter contre le coronavirus.

CHLEF

Plus de 1000 cartes d'artisans et d'attestations de qualification depuis début 2020

La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Chlef a attribué plus de 500 cartes d'artisans et de 490 attestations de qualification, depuis le début de cette année 2020, a-t-on appris auprès de son directeur, Mohamed Kakhdari.
"Depuis le début de cette année, nous avons procédé à ce jour, à la remise de 527 cartes d'artisans et 493 attestations de qualification dans différentes activités, ayant contribué à la création de pas moins de 1.216 postes d'emploi dans le secteur de l'artisanat", a indiqué, à l'APS, M. Lakhdari, en marge d'une foire de l'artisanat, abritée par le siège de la CAM, à la cité Bensouna de Chlef.
"Ce bilan se rapproche de celui réalisé à la même période de l'année dernière, en prenant en compte l'impact de la crise du nouveau coronavirus sur l'activité des artisans, et du secteur artisanal en général", a-t-il observé, soulignant les effort consentis, par ses services, pour "la relance du secteur, à travers, entre autres, la tenue de ce type de foires, parallèlement à la reprise des sessions de formation des artisans, selon un protocole sanitaire préventif mis en place", a souligné le même responsable.
M. Lakhdari a signalé, à cet effet, l'organisation "prochaine" d'une session de formation en "coiffure hommes", en rappelant que d'autres sessions relatives au montage de panneaux solaires, la confection de gâteaux traditionnels, la couture, la réparation de filets de pêche, la vannerie, la valorisation et la transformation de la figue de barbarie, et la bonne gestion de la micro entreprise, ont été organisées précédemment, a-t-il fait savoir.
Quelque 25 artisans ont pris part à cette foire artisanale, tenue dans le hall de la CAM, en exposant différentes œuvres et objets d'art réalisés en poterie et céramique, des habits traditionnels et autres gâteaux traditionnels.
"La manifestation a enregistré une affluence modeste", selon les organisateurs qui œuvrent à attirer plus de visiteurs, dans l'objectif de relancer les activités artisanales, vu l'impact économique de la crise de la Covid-19, sur le secteur touristique en général, et sur les artisans de manière particulière.
Le protocole sanitaire mis en place à l'occasion de cette foire, préconise notamment le port obligatoire du masque protecteur pour les exposants et les visiteurs, la désinfection permanente, le respect de la distanciation physique entre les stands d'exposition, et l'accès des visiteurs par petits groupes, en cas de grande affluence.
Cette manifestation artisanale sera clôturée demain jeudi, tandis que d'autres manifestations commerciales similaires sont programmées, à l'initiative de la CAM, "dans les prochains jours", en vue de contribuer à la commercialisation des produits des artisans, selon les organisateurs.

MOSTAGANEM (BASSIN LAITIER "EL HASSIANE")

Annulation de 24 actes de concession agricole

Les services de la wilaya de Mostaganem ont procédé à l'annulation de 24 actes de concession agricole au bassin laitier de la commune d'El Hassiane, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des services agricoles.

Le chef de service d'aménagement agricole et de promotion de l'investissement, Boutiba Mohamed a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que "l'annulation de ces décisions intervient suite au non respect des investisseurs des clauses du cahier de charges et au retard dans la matérialisation de leurs projets particulièrement dans l'élevage des vaches laitières et la production du lait et des viandes rouges".
Les services agricoles ont adressé, lors de leurs sorties sur site pour l'évaluation de l'état d'avancement des travaux, 22 mises en demeure à 11 bénéficiaires d'actes de concessions, à raison de deux mises en demeure pour chacun pour le grand retard accusé dans la réalisation de leurs projets d'investissement, sous peine d'annuler les actes de concession et récupérer les assiettes foncières, a fait savoir le même responsable.
Sept (7) autres investisseurs ont été destinataires de mises en demeure pour accélérer la cadence des travaux notamment après les facilitations qui leur ont été accordées pour la concrétisation de leurs projets économiques et vitaux, notamment dans l'octroi des permis de construire, d'exploitation et de prospection des eaux souterraines.
M. Boutiba a déclaré que 9 projets sur 33 agréés dont 27 dans l'élevage bovin et l'aviculture et 6 dans la production de fourrages, sont entrés en production, de manière effective, tandis que 6 autres projets accusent un retard liés à des litiges tels que ceux de location des terres et autres obstacles rencontrés par les jeunes investisseurs originaires de cette région située sur la plaine de Sirat au sud de Mostaganem.
Ces investissements, qui s'accaparent 1.776 hectares de terres agricoles, visent à assurer l'élevage de 4.000 vaches laitières et la production de 20 millions de litres de lait par an, contribuant ainsi à la création de 700 nouveaux postes d'emploi et la réduction de la facture d'importation de la poudre de lait.
La wilaya de Mostaganem dispose actuellement d'un cheptel estimé, à plus de 21.060 vaches laitières, 107.090 têtes ovins et 15.390 têtes de caprins, a-t-on fait savoir.
Plus de 1.000 professionnels qui activent dans le domaine de l'élevage d'ovins et bovins (viande rouge) ainsi que la production, la collecte, la transformation et la distribution du lait pour un volume de 103 millions de litres, a-t-on ajouté de même source.

TIZI-OUZOU (RÉSEAU ÉLECTRIQUE)

Plus de 340 bâtiments agricoles raccordés d'ici mars prochain

Quelque 342 bâtiments agricoles de la wilaya de Tizi-Ouzou, seront raccordés au réseau électrique, d'ici mars prochain, au titre d'un programme visant le développement de l'agriculture en zone de montagne, a-t-on appris, mercredi auprès du directeur local des services agricoles (DSA) Makhlouf Laib.
Ces 342 bâtiments représentent une première liste d'un total de 1422 autres structures nécessitant un raccordement au réseau électrique, a précisé ce responsable. Lors d'une réunion consacrée, notamment, à l'électrification agricole qui a eu lieu lundi dernier à la wilaya et présidé par le wali Mahmoud Djamaa, il a été décidé de procéder en priorité, à l'électrification des exploitations qui fonctionnent avec des groupes-électrogènes, celles qui sont à l'arrêt faute d'un raccordement à l'énergie électrique et les bâtiments dont les travaux de réalisation sont en cours d'achèvement, et dont le nombre totale est de 342, recensés à travers la wilaya, a ajouté M. Laib. Cette opération sera achevée au plus tard en mars 2021, ce qui permettra d'entamer les travaux de raccordement du reste des exploitations agricoles, selon un programme qui se poursuivra jusqu'en 2024, a-t-on fait savoir de même source.
Ce programme d'électrification agricole permettra aux exploitants agricoles propriétaires d'unités de transformation (fromagerie, huileries), bâtiments d'élevage, entre autres, qui souffrent de cette contrainte énergétique de produire et de participer ainsi à la production agricole, a signalé le DSA.
Une autre opération d'électrification des concessions agricoles de Mizrana, Bouhlalou (à Aghribs) et Iflissen est aussi prévue, et sera entamée à partir de 2022, a ajouté ce même responsable.

BATNA (PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE)

Plus de 9000 nouveaux postes pédagogiques en prévision

La direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Batna a prévu un total de 9144 nouveaux postes pédagogiques au titre de la prochaine rentrée qui devra se tenir "selon un protocole sanitaire strict dans le but de préserver la santé de l'ensemble des acteurs du secteur", a indiqué, mercredi, le chef du service de la formation continue et de la coopération au sein de cette direction.
"Ce chiffre est susceptible d'être révisé suivant l'évolution de la conjoncture sanitaire que traverse le pays en raison de la propagation du Coronavirus", selon Hacene Benafia, qui a précisé que parmi ces nouveaux postes pédagogiques plus de 7.000 postes concernent la formation diplômante. Il a également révélé que le nombre d'annexes de la formation professionnelle va passer de 16 à 18 dans cette wilaya à la faveur de l'inauguration de deux établissements dans les communes de Mâafa et Segana, soulignant les efforts consentis pour l'ouverture d'autres annexes dans les régions d'ombre selon les spécificités de chaque région.
Concernant le volet pédagogique, deux nouvelles spécialités seront introduites dans cette wilaya au titre de cette prochaine rentrée, à savoir "architecture d'intérieur" et "études et économie de la construction", a-t-il dit.
M. Benafia a encore fait savoir que la maison de l'accompagnement, inaugurée en juin dernier, verra la création d'un projet de micro-entreprise spécialisé dans le séchage et le stockage des produits agricoles par lesquels se distingue la région de Batna tels que les pommes, les abricots et les olives. Des rencontres et des ateliers seront à cet effet organisés en coordination avec les dispositifs d'aide à l'emploi et quelques coopératives agricoles afin d'étudier ce projet sous tous ses aspects et accompagner les jeunes désireux de créer une micro-entreprise dans ce domaine.
Selon les données de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, la wilaya de Batna compte actuellement 5 instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (INSFP), 24 centres de formation professionnelle d'une capacité d'accueil de 8 050 places pédagogiques et 12 autres établissements relevant du secteur d'un total de 1980 places.

Brèves

KHENCHELA (PROJETS GÉNÉRATEURS DE REVENUS)

"Un impératif pour diversifier les recettes du budget de wilaya"

La commission économique et financière de l'APW de Khenchela a préconisé mercredi d'engager une réflexion sur les projets générateurs de revenus susceptibles d'être lancés en vue "de diversifier et augmenter les recettes du budget de wilaya". "L'absence de tels projets a fait que le budget de la wilaya demeure tributaire des subventions de l'Etat, des reste-à-réaliser et des excédents dégagés des exercices précédents", a indiqué Toufik Mourad, président de la commission dans le rapport lu au cours des travaux de la 1ère session de l'APW. Les recettes effectives au chapitre de fonctionnement représentent 26,88 % du total des recettes, a déclaré le même élu qui a estimé que ce taux demeure "faible et insuffisant". La commission préconise à cet effet, a-t-il dit, "d'œuvrer à recouvrer les ressources issues de la location des biens de la wilaya et à régulariser les situations administratives de ces locations". La commission qui préconise de clôturer les projets de l'exercice financier 2019 a estimé à 25,8 milliards DA le total des recettes des deux chapitres gestion et équipement et à 5,6 milliards DA, le montant des dépenses effectives. La commission a proposé en outre de former une commission mixte (APW, direction de l'administration locale et direction de régulation et affaires générales) qui se chargera de trouver des solutions aux dizaines de bénéficiaires des biens de wilaya en vue d'améliorer les recettes de gestion issues notamment de la location des biens immobiliers.

BEJAIA (RÉSEAU DE GAZ NATUREL)

700 foyers de la localité de Tifra raccordés

Quelque 700 foyers du chef-lieu de Tifra, à 40 km à l'ouest de Bejaia, et de cinq villages de cette même localité ont été raccordés, mercredi, au réseau de gaz naturel, selon la wilaya. La mise en service des branchements s'est opérée au cours d'une cérémonie solennelle à laquelle ont pris part les bénéficiaires, les autorités locales et les responsables du projet. Elle s'est déroulée dans une ambiance de fête et d'effusion de joie. La réalisation du projet avait longuement patiné, en raison, essentiellement, de contraintes liées du traçage de la conduite contestée en plusieurs endroits par les riverains. Des contraintes d'ordre financier ont aussi retardé sa concrétisation, souligne la même source. Selon la wali de Bejaia, ce nouveau jet de branchement, va être suivi, la semaine prochaine, par un lot d'autres branchements, estimés à quelque 5300 foyers, localisés tous dans zones reculées de la wilaya. Toutes les contraintes à l'origine des retards cumulés antérieurement ont été levées ce qui a permis d'avancer de pied ferme dans le sens de l'achèvement des différents projets inscrits dans ce cadre. L'ambition des autorités locales étant d'atteindre avant la fin de l'année, un taux de pénétration en gaz de 85 %, a-t-on souligné.

FOOTBALL / COOPÉRATION

Un match amical Algérie-Croatie en maturation

La possibilité d'organiser un match amical entre la sélection algérienne de football et son homologue croate était au centre d'une discussion ayant réuni dernièrement l'ambassadeur d'Algérie en Croatie, Amine Mokhtar Khelif, et l'ancien buteur du Real Madrid, Davor Suker, actuellement président de la Fédération croate de football. "Cette agréable rencontre avec le président Suker a permis de poser les fondements d'une future coopération entre les fédérations de football de nos deux pays, et je suis persuadé qu'il y aura une possibilité d'organiser une rencontre amicale entre nos sélections nationales, ce qui consolidera davantage les liens étroits entre nos deux pays et nos deux peuples", a indiqué l'ambassadeur Khelif, cité hier par la Fédération algérienne de football (FAF).
Même son de cloche du côté de Suker, qui s'est "réjoui" de cet entretien avec le diplomate algérien, se disant enthousiaste à l'idée de "développer une coopération" avec ses "amis sportifs algériens".
De son côté, le sélectionneur croate Zlatko Dalic a eu une pensée pour son homologue algérien, Djamel Belmadi, auquel il a transmis ses salutations par le biais du représentant algérien à Zagreb, en espérant "le croiser lors d'un match Algérie-Croatie", a ajouté la FAF dans son communiqué.

R.S

Brèves

TRANSFERT

Manchester United prête Andreas Pereira à la Lazio Rome

Le milieu de terrain brésilien, sociétaire de Manchester United, Andreas Pereira a été prêté à la Lazio Rome pour une saison, a annoncé le club anglais sur son site vendredi. Le joueur de 24 ans, qui était arrivé en Angleterre en provenance du PSV Eindhoven en 2011, a été autorisé à rejoindre la Serie A italienne en raison de l'arrivée à Manchester du Portugais Bruno Fernandez, transféré du Sporting Portugal en janvier. Selon l'entraîneur mancunien Ole Gunnar Solskjaer, l'arrivée de Fernandez a réduit les chances de Pereira de s'imposer comme titulaire. Après avoir passé avec succès sa visite médicale à Rome, Andreas Pereira pourrait faire ses débuts dans l'équipe de Simone Izaghi dès dimanche au Stade Olympique de Rome contre l'Inter Milan.

R.S

BORUSSIA DORTMUND

Sancho n'ira pas à Manchester United

Le Borussia Dortmund a répété vendredi qu'il ne comptait pas laisser partir Jadon Sancho, le jeune ailier international anglais, pour Manchester United lors du mercato qui finit dans 3 jours.
"Bien sûr qu'on en a parlé avec Manchester, mais on a déjà dit tout ce qu'il y avait à dire sur le sujet", a affirmé le directeur sportif Michael Zorc, alors que la fenêtre du mercato sera fermée lundi. "Cela ne va pas changer en trois jours!", a-t-il encore appuyé. Sky Sports affirmait jeudi dernier que Dortmund aurait refusé une offre de a 100 millions d'euros proposée par Manchester united pour l'attaquant de 20 ans.
Sancho, qui a inscrit 17 buts en Bundesliga l'année dernière, est depuis longtemps convoité par Manchester United, 3e de Premier League la saison dernière. Pour l'instant, Sancho reste incertain pour le match de Bundesliga face à Freiburg samedi, tout comme il n'avait pas joué lors de la défaite 3-2 contre le Bayern en Supercoupe d'Allemagne mercredi. "Jadon a attrapé un petit rhume, on verra bien", a expliqué l'entraîneur du Bayern Lucien Favre vendredi.

R.S

FC BARCELONE

Le départ d'Ousmane Dembélé exclut

Le directeur sportif du FC Barcelone Ramon Planes a exclu vendredi un départ de l'ailier français Ousmane Dembélé, annoncé par certains médias à Manchester United à trois jours de la clôture du marché des transferts lundi. "Il n'y a aucune négociation avec Manchester United. C'est un joueur sur lequel nous comptons", a affirmé Ramon Planes lors de la présentation de la dernière recrue blaugrana, le jeune arrière droit Sergio Dest. "Nous espérons pouvoir profiter de son talent footballistique et je suis convaincu du fait qu'il fera une belle année avec nous", a ajouté le directeur sportif, qui a au contraire ouvert la porte à un départ de deux autres français, les défenseurs Samuel Umtiti et Jean-Clair Todibo. "Pour Umtiti, nous lui souhaitons le meilleur. C'est un grand joueur, mais en ce moment il traverse une mauvaise situation, c'est le propre des blessures dans le football", a-t-il expliqué. "Il reste quatre jours de mercato, c'est un mercato atypique. Il peut se passer beaucoup de choses, a-t-il ajouté. "Jean-Clair a plusieurs offres. Il veut avoir du temps de jeu et grandir dans une autre équipe, et il faut respecter cela", a affirmé Ramon Planes. Après son humiliation en Ligue des champions cet été face au Bayern Munich (8-2), le FC Barcelone a engagé un grand ménage, laissant partir plusieurs gros salaires (Suarez, Rakitic, Vidal...) et remaniant en profondeur l'effectif mis à la disposition de Ronald Koeman, le nouvel entraîneur.

R.S

LIGUE DES NATIONS

L'Italie avec Verratti mais sans Napolitains

Aucun joueur de Naples n'a été appelé pour les prochains matches de l'Italie, en raison de l'incertitude liée aux cas de coronavirus dans le club, selon la liste annoncée vendredi où Marco Verratti fait en revanche son retour.

Le sélectionneur Roberto Mancini a retenu une liste élargie de 34 joueurs pour les trois matches prévus en huit jours, contre la Moldavie en amical le 7 octobre à Florence, puis en Pologne le 11 à Gdansk et face aux Pays-Bas le 14 à Bergame en Ligue des Nations. "Par précaution, aucun joueur de Naples n'a été inséré dans cette liste, dans l'attente de l'évolution de la situation épidémiologique après les récents cas positifs au Covid-19", explique dans un communiqué la Fédération italienne de football (FIGC). Naples, dernier adversaire du Genoa, club dans lequel s'est développé depuis une semaine un foyer de contagion du Covid-19, a annoncé vendredi deux cas positifs, dont un joueur, à deux jours de défier la Juventus Turin ce soir.
Trois Napolitains figuraient dans la liste de Mancini en septembre: le gardien Alex Meret, le défenseur Giovanni Di Lorenzo et l'attaquant Lorenzo Insigne (ce dernier s'est blessé le week-end dernier et était déjà forfait).
Le gardien du Hellas Vérone Marco Silvestri est ainsi appelé pour la première fois.
Marco Verratti, trop juste pour les matches internationaux de septembre après sa blessure estivale avec le Paris SG, fait son retour comme attendu, accompagné de son nouveau coéquipier parisien Alessandro Florenzi.
Plusieurs joueurs sont eux de retour plus de deux ans après leur dernière convocation: Angelo Ogbonna (West Ham), Manuel Lazzari (Lazio Rome) et Domenico Berardi (Sassuolo).
L'Italie, invaincue depuis maintenant deux ans (13 victoires, 3 nuls), a bien démarré sa campagne de Ligue des Nations, en prenant la tête du groupe 1 grâce à sa probante victoire sur la pelouse des Pays-Bas (1-0) après un nul initial face à la Bosnie (1-1).

Les 34 sélectionnés italiens:
Gardiens: Alessio Cragno (Cagliari), Gianluigi Donnarumma (Milan), Marco Silvestri (Hellas Vérone), Salvatore Sirigu (Torino)
Défenseurs: Francesco Acerbi (Lazio Rome), Cristiano Biraghi (Fiorentina), Leonardo Bonucci (Juventus), Giorgio Chiellini (Juventus), Danilo D'Ambrosio (Inter Milan), Emerson Palmieri Dos Santos (Chelsea), Alessandro Florenzi (Paris SG), Manuel Lazzari (Lazio Rome), Gianluca Mancini (AS Rome), Angelo Obinze Ogbonna (West Ham), Leonardo Spinazzola (AS Rome)
Milieux de terrain: Nicolò Barella (Inter Milan), Giacomo Bonaventura (Fiorentina), Gaetano Castrovilli (Fiorentina), Bryan Cristante (AS Rome), Jorginho (Chelsea), Manuel Locatelli (Sassuolo), Lorenzo Pellegrini (AS Rome), Stefano Sensi (Inter Milan), Marco Verratti (Paris SG)
Attaquants: Andrea Belotti (Torino), Domenico Berardi (Sassuolo), Francesco Caputo (Sassuolo), Federico Chiesa (Fiorentina), Stephan El Shaarawy (Shanghai Shenua), Vincenzo Grifo (Fribourg), Ciro Immobile (Lazio Rome), Moise Kean (Everton), Kevin Lasagna (Udinese), Riccardo Orsolini (Bologne).

R.S

ALLEMAGNE

Loöw convoque un groupe très élargi de 29 joueurs

Le sélectionneur allemand Joachim Loöw a nommé vendredi un groupe très élargi de 29 joueurs - dont cinq du Bayern Munich, champion d'Europe - pour les matches internationaux d'octobre contre la Turquie, l'Ukraine et la Suisse. Le mois dernier, les Allemands ont concédé deux nuls en Ligue des Nations, 1-1 contre l'Espagne et en Suisse.
"Nous avons choisi une équipe élargie qui nous offre suffisamment d'options pour les trois matches", a expliqué Joachim Loöw.
Il a déclaré qu'il avait l'intention de diviser son équipe en deux groupes distincts, le premier pour le match amical à domicile contre la Turquie à Cologne mercredi prochain.
Le second, qui comprendra un grand nombre de ses stars, sera utilisé pour les matchs de la Ligue des Nations contre l'Ukraine le 10 octobre à Kiev, puis contre la Suisse le 13 octobre à Cologne. Le milieu de terrain du Real Madrid Toni Kroos a été sélectionné malgré une blessure à la cuisse. Celui de Manchester City, Ilkay Gündogan, a lui été écarté après avoir été testé positif au Covid-19 il y a deux semaines.
Loöw a inclus deux nouveaux venus au milieu de terrain: Mahmoud Dahoud du Borussia Dortmund et Jonas Hofmann de Mönchengladbach. Le capitaine de l'Allemagne Manuel Neuer, ainsi que les autres stars du Bayern Joshua Kimmich, Serge Gnabry, Niklas Süle et Leon Goretzka ont été inclus, mais pas Thomas Müller, pourtant en grande forme et plus appelé depuis novembre 2018.
Loöw a avoué avoir un "sentiment de malaise" à propos du match à l'extérieur qui aura lieu samedi à Kiev en pleine pandémie de nouveau coronavirus. L'équipe allemande a l'intention de passer seulement 36 heures en Ukraine, n'arrivant à Kiev que le jour du match.

R.S

PORTUGAL

Benfica prête le Brésilien Carlos Vinicius à Tottenham

L'attaquant brésilien Carlos Vinicius, meilleur buteur du championnat portugais la saison dernière, va être prêté un an à Tottenham par le Benfica Lisbonne, a annoncé vendredi soir le club portugais. Les Spurs de José Mourinho paieront trois millions d'euros pour le prêt du buteur de 25 ans et disposeront d'une option d'achat fixée à 45 millions d'euros, dont sera déduit le montant du prêt si l'option est levée, a expliqué Benfica dans un communiqué aux autorités boursières. Meilleur buteur du dernier championnat portugais avec 18 réalisations, Vinicius a marqué un total de 24 buts en 47 matches la saison dernière, sa première avec Benfica. Arrivé en D2 portugaise en 2017, au Real SC, le Brésilien a été recruté par Naples l'année suivante mais n'a jamais joué pour le club italien qui l'a alors prêté pour quelques mois aux Portugais de Rio Ave, puis à l'AS Monaco.

R.S

FOOT - LIGUE 1/MC ORAN (PRÉPARATION)

"Beaucoup reste à faire pour rattraper notre retard"

Le nouvel entraîneur du MC Oran, Bernard Casoni, a estimé que ses joueurs sont appelés à faire des efforts supplémentaires pour rattraper le retard accusé en matière de préparation en prévision du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football prévu pour le 20 novembre prochain.

"C'est clair qu'il y a un retard en matière de préparation. Il faudra consentir beaucoup d'efforts pour le rattraper et être par là même d'attaque pour l'entame de la compétition officielle", a déclaré le technicien français à l'issue de la première séance d'entraînement des "Hamraoua" effectuée en fin d'après-midi de vendredi au stade Ahmed-Zabana.
Casoni, auteur de deux passages dans le championnat algérien, tous les deux sur le banc du MC Alger, a dirigé, à l'occasion de cette reprise qui intervient après plus de six mois d'arrêt pour cause de la pandémie de coronavirus, un groupe presque au complet, puisqu'il n'y manquait que deux nouvelles recrues, à savoir Hichem Belkaroui et Houssou, bloqués en Tunisie et en Côte d'Ivoire respectivement, ainsi que Mellal, qui se trouve en isolement sanitaire après avoir été atteint par le Covid-19.
"En plus de ces trois joueurs, j'attends également l'arrivée d'un préparateur physique de France que j'ai moi-même choisi. J'espère que les pouvoirs publics vont faciliter leur entrée en Algérie", a ajouté le driver français qui hérite d'un groupe ayant connu plusieurs changements avec le recrutement d'une quinzaine de nouveaux joueurs.
C'est pour cette raison-là d'ailleurs que l'ancien défenseur de la sélection de France préfère ne pas s'exprimer dès maintenant sur les objectifs qu'il compte réaliser avec sa nouvelle équipe "afin d'avoir le temps nécessaire pour mieux connaître l'effectif en place", a-t-il encore expliqué. Dans quelques jours d'ailleurs, les joueurs vont subir des tests physiques pour permettre au staff technique d'être fixé sur le niveau de chacun d'entre eux dans ce registre, et ce, avant d'entrer en stage bloqué dans l'une des villes de la région ouest du pays, a indiqué pour sa part, l'entraîneur-adjoint, Omar Belatoui, qui avait mené le CR Témouchent à l'accession en Ligue deux, la saison passée.
"Des villes comme Mostaganem, Aïn Témouchent et Tlemcen disposent de sites offrant tous les moyens nécessaires pour réaliser une très bonne préparation d'intersaison. On va opter donc pour l'une d'entre elles concernant notre premier stage dans les prochains jours", a fait savoir l'ancien défenseur international.

R.S

FOOT - LIGUE 1/ASO CHLEF

Huit nouvelles recrues, mais toujours pas d'entraîneur

L'ASO Chlef, qui a vécu une première saison très difficile en Ligue 1 de football lors de l'exercice écoulé, a déjà recruté huit joueurs mais sa direction n'a toujours pas engagé un nouvel entraîneur pour pallier le départ de Samir Zaoui. Le club vient d'ailleurs d'enregistrer l'arrivée de sa huitième recrue, à savoir l'attaquant Bouguettaya, en provenance de l'USM Bel-Abbès. Auparavant, cette formation, qui fait face à d'énormes problèmes financiers, a engagé les joueurs Maherzi, Nehari, Medah, Benbrahim, Khatir, Zaanoun et Lakour.
En revanche, l'ASO a vu le départ de pas moins de 11 joueurs : Ledraâ, Dembele, Benamrane, Larbi Aïssa, Boussaïd, Benkablia, Kaddour Cherif, Kaibouaâ, Djahel, Fellahi et Benotmane.
Cela impose à la direction du club de poursuivre encore son opération de recrutement pour faire face à la longue saison qui attend son équipe, puisque la prochaine édition du championnat s'étalera sur 38 journées, après le changement intervenu au niveau du système de compétition.
Mais dans les milieux de l'ASO, l'on reproche aux dirigeants d'avoir mis la "charrue avant les bœufs". Selon ces avis, il était plus rationnel d'engager d'abord un entraîneur pour l'associer à l'opération de recrutement. Mais il s'avère, selon ces mêmes sources, que l'aspect financier est pour beaucoup dans l'échec de la direction, jusque-là, à désigner un nouvel entraîneur en remplacement de l'ancien défenseur international, Zaoui, qui a dirigé la barre technique lors des deux dernières saisons, avec à la clé une accession parmi l'élite à l'issue de l'exercice 2018-2019.
Les difficultés rencontrées pour engager un nouveau coach retardent naturellement l'entame de la préparation de la nouvelle saison, sachant que le coup d'envoi de cette dernière est prévu pour le 20 novembre prochain, et ce, après que la précédente a été suspendue à la mi-mars pour cause de pandémie de coronavirus, rappelle-t-on.

R.S

FOOTBALL / LIGUE 1 FRANÇAISE - TRANSFERT

L'Algérien Aribi signe pour trois ans à Nîmes

Le club de Ligue 1 française de football, Nîmes Olympique, a annoncé dans la soirée de vendredi avoir engagé l'attaquant algérien Karim Aribi pour une durée de trois ans. "Nîmes Olympique est fier d'annoncer le recrutement de l'attaquant algérien Karim Aribi qui a signé un contrat le liant au club jusqu'en 2023", ont indiqué les "Crocos" dans un communiqué diffusé sur leur site officiel, avec à l'appui une photo du joueur posant avec le maillot rouge nîmois. Le natif de Réghaïa (26 ans), qui évoluait l'an dernier chez les Tunisiens de l'Etoile du Sahel, était en contact avancé avec Nîmes depuis plusieurs semaines déjà, mais un problème de visa avait retardé son départ en Hexagone. Ce n'est que jeudi que l'ex-fer de lance du CR Belouizdad a enfin pu rallier la capitale Paris, avant de se rendre à Nîmes, où il a commencé par passer la visite médicale d'usage. Aribi, qui a également porté les couleurs du DRB Tadjenanet, évoluera à Nîmes aux côtés de son compatriote Zinédine Ferhat.

R.S

FOOT / AMICAUX - ALGÉRIE

Mehdi Zerkane incertain contre le Nigeria et le Mexique

Le milieu offensif des Girondins de Bordeaux, Mehdi Zerkane, a été convoqué pour la première fois par le sélectionneur de l'Algérie, Djamel Belmadi, pour affronter en amical le Nigeria et le Mexique mais risque de déclarer forfait en raison d'une blessure, a-t-il indiqué hier.
"J'ai été appelé par la sélection nationale pour le stage et les matchs amicaux qui auront lieu pendant la trêve. Mais je ne sais pas encore si je vais pouvoir honorer cette convocation, en raison de ma blessure", a-t-il dit à la chaîne beIN Sports.
Zerkane a contracté une entorse à la cheville gauche il y a un mois, pendant une séance d'entraînement, et son médecin traitant lui avait alors prescrit 3 à 4 semaines de repos. Ce n'est que dernièrement que le joueur, formé à l'AS Monaco, a repris les entraînements en solo, en attendant de réintégrer le groupe professionnel, puis la compétition. "Ma convocation en équipe nationale est un rêve d'enfant qui se réalise. Depuis mon plus jeune âge, j'avais des frissons quand je voyais l'Algérie jouer. C'est le pays pour lequel j'ai toujours rêvé de jouer, et avec lequel j'espère désormais gagner des titres", a-t-il ajouté. L'Algérie commencera par affronter les "Super Eagles" du Nigeria le 9 octobre en Autriche, puis le Mexique, le 13 du même mois, aux Pays-Bas.

R.N

Brèves

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS

Adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2019

L'assemblée générale (AG) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), réunie hier en session ordinaire à Alger, a adopté les bilans moral et financier de l'exercice 2019. Les travaux de ce rendez-vous ont enregistré la présence de 32 membres sur les 43 que compte l'assemblée, sous la supervision de la représentante du ministère de la Jeunesse et des Sports, Sarah Lemgherbi.
Les 30 membres présents ayant le droit de vote (17 meilleurs clubs et 13 ligues) ont adopté d'abord le bilan moral de l'exercice 2019 avec 22 Oui, contre 1 Non et 2 abstentions, puis ont validé le bilan financier avec 26 voix pour, 1 contre et 2 abstentions. A noter que certains membres de l'AG ont refusé de voter. L'AG a, par ailleurs, examiné et approuvé à l'unanimité le plan d'action de l'exercice 2020.

R.S

TENNIS / ROLAND-GARROS

Victoire surprise de l'Allemand Altmaier face à Berrettini

L'Allemand Daniel Altmaier, 186e mondial, a créé la surprise en battant la tête de série N.7, Matteo Berrettini, 6-2, 7-6 (7/5), 6-4, samedi lors du 3e tour de Roland-Garros. L'Allemand de 22 ans devient ainsi le deuxième joueur issu des qualifications, dans le tableau messieurs, à rejoindre les 8es de finale du Grand Chelem parisien avec Sebastian Korda. Cela n'était pas arrivé depuis 1998. "Je suis vraiment très content. C'est ma première fois ici. On a travaillé tellement dur pour parvenir à être ici", s'est réjoui après sa victoire Altmaier, qui pointait encore au-delà de la 500e place mondiale il y a un peu plus d'un an. Victime de nombreuses blessures, l'Allemand n'était même pas sûr de pouvoir disputer les qualifications à Roland-Garros cette année. "C'est très spécial pour moi d'être ici. J'étais blessé au tournoi d'Aix la semaine dernière, je n'ai eu le feu vert du médecin qu'au dernier moment pour jouer. Donc je suis vraiment super heureux". Altmaier, plutôt habitué des tournois Challenger et qui fait ses débuts en Grand Chelem, affrontera un Espagnol, soit Roberto Bautista Agut soit Pablo Carreno Busta, pour une place en quarts.

R.S

FOOTBALL / SERIE A ITALIENNE - GENOA

Trois nouveaux joueurs positifs au Covid-19

Trois nouveaux footballeurs du Genoa ont été testés positifs au Covid-19, portant ainsi à dix-sept le nombre total de joueurs contaminés depuis une semaine, a annoncé samedi le club de Serie A.
En incluant les cinq membres du staff technique, le Genoa compte actuellement 22 personnes contaminées, d'où le report de son prochain match de championnat, prévu samedi contre le Torino. Sur les dix-sept joueurs testés positifs, onze ont disputé (comme titulaires ou remplaçants) le match de dimanche dernier contre Naples, club placé depuis sous surveillance renforcée. Un seul joueur du Napoli, le milieu polonais Piotr Zielinski, a pour le moment été testé positif au Covid-19, mais une nouvelle série de tests était prévue hier, à la veille du choc prévu à Turin, contre la Juventus, pour le compte de la 3e journée de Serie A. Aucun joueur de Naples n'a par ailleurs été convoqué par le sélectionneur italien Roberto Mancini pour les trois matchs internationaux, prévus entre le 7 et le 14 octobre (Moldavie, Pologne, Pays-Bas). La Fédération italienne a expliqué avoir pris cette décision "par précaution, dans l'attente de l'évolution de la situation épidémiologique" après les récents cas positifs au Covid-19.

R.S

Brèves

RDC

Un militaire tue trois personnes

Un soldat de l'armée congolaise a "tiré à bout portant sur cinq personnes dont trois ont succombé à leurs blessures" dans l'Est de la République démocratique du Congo, a indiqué vendredi l'armée congolaise. "Le meurtrier est aux arrêts et mis à la disposition de la justice militaire pour répondre de ces actes", ajoute le communiqué de l'armée. Les faits se sont déroulés mercredi soir dans la commune de Minembwe dans la province du Sud-Kivu. Minembwe et ses alentours sont le théâtre d'un conflit armé entre des milices de Congolais tutsis rwandophones, les Banyamulenge, et d'autres communautés. Il y a une semaine, un soldat congolais a été condamné à mort par un tribunal militaire dans la même province du Sud-Kivu pour le meurtre fin juillet de 14 civils, dont une fillette de deux ans. En RDC, la peine capitale n'est plus exécutée, mais transformée en détention à perpétuité. Lors de l'instruction, l'accusé était passé aux aveux indiquant qu'il était en "état d'ivresse" lors de la fusillade, selon son avocat.

BURKINA FASO (ATTAQUES TERRORISTES)

Couvre-feu prolongé dans la région de l'Est

Le couvre-feu va être prolongé de deux mois dans la région de l'Est au Burkina Faso à cause des attaques terroristes, a annoncé vendredi son gouvernorat, précisant qu'il sera prorogé à partir de samedi 0h jusqu'au 1er décembre inclus.
La région de l'Est est régulièrement la cible d'attaques terroristes. Des combats ont encore opposé la semaine dernière les forces de défense et de sécurité burkinabè aux terroristes présumés dans plusieurs provinces. Plusieurs terroristes ont été "neutralisés", selon l'armée.

ATTEINT DU COVID-19

Trump admis dans un hôpital près de Washington

Le président américain Donald Trump, testé positif au Covid-19, a été admis vendredi soir dans un hôpital militaire, tout en assurant, dans un bref message vidéo, aller "très bien". A un mois de l'élection, le président de la première puissance mondiale a quitté la Maison Blanche sans un mot, en portant en masque, pour rejoindre en hélicoptère l'hôpital de Walter Reed, dans la banlieue de Washington. "Je veux remercier tout le monde pour l'incroyable soutien (...) Je pense que je vais très bien, mais nous allons nous assurer que les choses se passent bien", a-t-il déclaré dans un message vidéo publié sur Twitter peu après son départ. Selon sa porte-parole, Kayleigh McEnany, cette hospitalisation, qui devrait durer "quelques jours", a été décidée "dans un souci d'extrême prudence" et sur recommandation d'experts médicaux. Donald Trump y travaillera "depuis les bureaux présidentiels", a-t-elle précisé. L'inquiétude gagnait le camp républicain à un mois de la présidentielle face au démocrate Joe Biden, qui est lui immédiatement reparti en campagne. Les médecins lui ont injecté une dose du cocktail expérimental d'anticorps de synthèse développé par la société Regeneron.

TOGO

L'Assemblée vote sa confiance au gouvernement Tomegah-Dogbé

La nouvelle Première ministre togolaise Victoire Sidémeho Tomegah-Dogbé a obtenu vendredi soir, avec l'ensemble de son équipe gouvernementale, la confiance de l'Assemblée nationale après sa déclaration de politique générale.

A l'issue de ce vote, elle a salué l'appui et l'adhésion de la représentation nationale à son programme de société, basé sur trois axes, qui devra offrir "plus d'emplois aux jeunes".
Dans sa déclaration de politique générale, elle s'est engagée à renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales, à dynamiser la création d'emplois et à moderniser le Togo en renforçant ses structures, sur la base du Plan national de développement du pays.
Le vote de confiance des députés est une "adhésion pour plus d'inclusion économique, sociale" et pour un "Togo moderne qui s'appuie sur une économie résiliente et forte", a affirmé Mme Tomegah-Dogbé Nommée Première ministre le 28 septembre, poste confié pour la première fois à une femme au Togo, Victoire Sidémeho Tomegah-Dogbé a dévoilé jeudi une équipe gouvernementale composée de 33 ministres avec d'importantes innovations, comme la présence de 11 femmes dont une au ministère des Armées.

CENTRAFRIQUE

Un plan pour la sécurisation des élections

Un nouveau plan de sécurisation intégré des prochaines élections en République centrafricaine (RCA) a fait l'objet d'une signature vendredi entre le gouvernement centrafricain, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), et l'Autorité nationale des élections (ANE), organe chargé des élections dans le pays, ont rapporté des médias. D'après le Premier ministre centrafricain Firmin Ngrébada, ce plan est de nature à sécuriser l'ensemble du processus des élections de 2020-2021, comprenant l'enrôlement des électeurs jusqu'aux prochains scrutins, y compris les agents électoraux, qui seront déployés dans le pays par l'ANE.
Le chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a quant à lui rappelé le nouveau mandat de la mission, lui accordant la latitude d'appuyer de manière technique, logistique et sécuritaire le processus électoral en RCA. Il a aussi relevé que nombreux de ses collaborateurs se sont investis dans l'élaboration dudit plan, comme ceux de la force, de la police et de la division des élections.
Quant à la mise en œuvre dudit plan, M. Ndiaye a précisé que même les réponses ou réactions aux difficultés voire aux nombreuses menaces qui vont surgir, suivant les localités, durant le processus électoral sont déjà prévues, de sorte que les élections en elles-mêmes ne soient pas perturbées et se tiennent dans les délais prévus. L'ANE prévoit le 27 décembre le jour du premier tour des prochaines élections présidentielle et législatives centrafricaines.

MIGRANTS

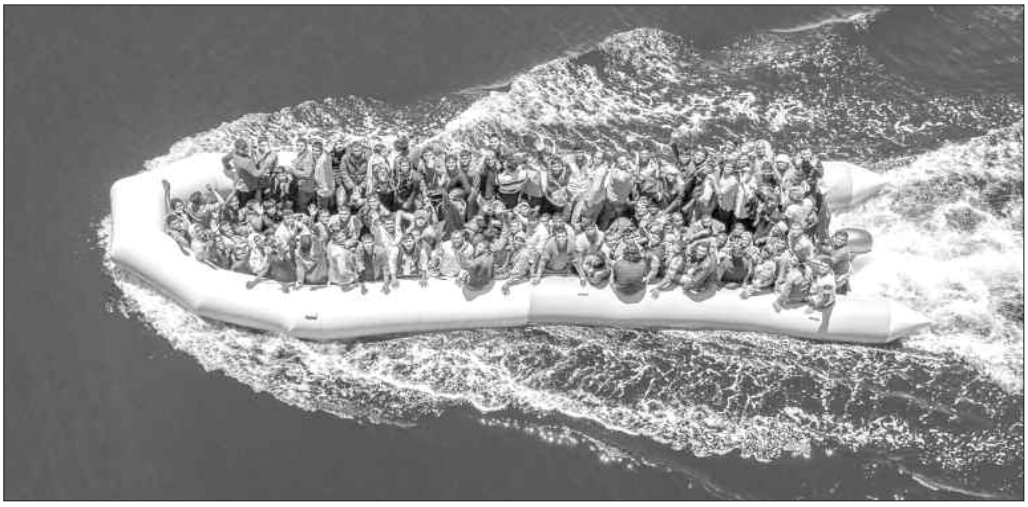
Le Mexique déploie des militaires à sa frontière avec le Guatemala

Le Mexique a déployé des militaires le long de sa frontière avec le Guatemala à l'annonce de l'arrivée de la caravane de migrants honduriens qui traversent actuellement le Guatemala pour tenter de rejoindre les Etats-Unis, en dépit des menaces d'arrestation du président guatémaltèque. "Il y aura des centaines de membres des services de l'immigration, de la Garde nationale et des forces armées", a déclaré vendredi Francisco Garduño, directeur de l'Institut national des migrations (INM). "Ils ne vont pas passer", a-t-il assuré devant la presse, appelant les migrants à "respecter la loi sur l'immigration".
"Ce n'est pas un crime de venir dans le pays mais cela doit se faire dans le respect total de la loi. Bienvenue à tous, mais dans l'ordre", a-t-il lancé.
Plus tôt dans la matinée, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador avait laissé entendre que cette caravane a été "formée" dans le but d'impliquer le Mexique dans la campagne présidentielle américaine.
"C'est très bizarre que cette caravane se mette en route à la veille de l'élection aux Etats-Unis (...) je n'ai pas tous les éléments mais je crois qu'il y a des indices (qui montrent) qu'elle s'est formée dans ce but", avait-il déclaré.

LIBYE

Le Conseil de sécurité renouvelle l'autorisation pour inspecter les navires de migrants

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé d'un an la résolution autorisant les Etats membres d'inspecter des navires au large des côtes libyennes dans le cadre de la prévention du trafic de migrants, rapportent hier des médias.



Dans sa résolution adoptée vendredi, le Conseil de sécurité "condamne tous les actes de trafic de migrants et de traite des êtres humains à destination, à travers et en provenance du territoire libyen et au large des côtes libyennes qui compromettent davantage le processus de stabilisation de la Libye et mettent en danger la vie de centaines de milliers de personnes". En outre, la résolution salue les mesures prises depuis la première résolution sur l'inspection et la saisie des navires impliqués dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains en 2015 et encourage leur poursuite.
Dans ce contexte, l'ambassadeur adjoint de l'Allemagne aux Nations unies, Gunter Sautter, a déclaré que "la prévention du trafic de migrants et de la traite des êtres humains était très importante" et que l'opération de l'Union européenne +Irini+ se poursuivrait, mais a noté que la résolution était un "appel à l'action" pour l'ensemble de la communauté internationale, pas seulement pour l'UE. La Libye, plongée dans le chaos depuis la chute de l'ancien chef de l'Etat Maamar El-Gueddafi en 2011, est devenue un point de transit majeur pour les migrants vers l'Europe.
L'Office international pour les migrations a estimé en mars que le nombre de morts parmi les migrants qui tentaient de traverser la Méditerranée avait dépassé le "sombre cap" de 20 000 morts depuis 2014.
L'Union européenne a lancé une mission navale, l'opération Sophia, en 2015 après que des dizaines de milliers de migrants se soient embarqués dans une traversée potentiellement dangereuse de la Méditerranée vers l'Europe. Mais l'Italie a bloqué l'opération Sophia, affirmant que les navires de guerre attiraient les migrants vers les côtes européennes. Des avions et des drones étaient toujours utilisés. En mars, l'UE a lancé une nouvelle mission navale en Méditerranée pour faire appliquer l'embargo sur les armes de l'ONU sur la Libye, baptisée Irini, le mot grec pour "paix", et a déclaré qu'elle utiliserait les "ressources aériennes, satellitaires et maritimes".

R.I

REPRÉSENTANT CHINOIS DE L'ONU

Les Etats-Unis "menacent" le processus de désarmement nucléaire

Le représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations Unies, Geng Shuang, a accusé vendredi les Etats-Unis de "menacer" le processus de désarmement nucléaire, la paix et le bien-être des Etats membres de l'ONU ainsi que l'équilibre et la stabilité stratégiques du monde, a rapporté hier l'agence de presse Chine nouvelle.
"Aujourd'hui, la plus grande menace et le plus grand défi pour ce processus sont la mentalité de Guerre froide, l'unilatéralisme et les tactiques d'intimidation", a dit le diplomate chinois lors d'une réunion de haut niveau des Nations unies pour marquer "la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires".
"Ces dernières années, les Etats-Unis ont prôné l'exceptionnalisme américain et +l'Amérique d'abord+, poussant à la modernisation de leur arsenal nucléaire et abaissant le seuil d'utilisation des armes nucléaires, a dénoncé M. Geng. "Ils se sont retirés unilatéralement du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) et ont tenté de se soustraire à leur responsabilité particulière en matière de désarmement nucléaire en demandant des "pourparlers trilatéraux", a-t-il ajouté.
"Washington impose des sanctions unilatérales et exerce une pression maximale sur les questions nucléaires iranienne et sur la Péninsule coréenne pour faire avancer son propre programme géopolitique, a en outre souligné le diplomate, ajoutant qu'un tel comportement allait à l'encontre de l'objectif d'un monde sans armes nucléaires et à l'encontre des intérêts communs de la communauté internationale.
Notant qu'il y a 36 ans, le président américain d'alors, Ronald Reagan, avait déclaré qu'"une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être menée", Geng Shuang a dit que son pays espérait que ces paroles ne seront jamais oubliées et qu'il était disposé à travailler avec la communauté internationale pour faire avancer le processus de désarmement nucléaire "en dépit de toutes les difficultés et à œuvrer pour l'objectif ultime d'un monde sans armes nucléaires".
"Depuis le premier jour où elle a possédé l'arme nucléaire, la Chine a plaidé en faveur de l'interdiction complète et de la destruction complète de telles armes et annoncé sa politique de ne pas utiliser la première l'arme nucléaire à tout moment et en toutes circonstances, a-t-il rappelé. De plus, Pékin s'engage "inconditionnellement à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser l'arme nucléaire contre les Etats ou les zones qui n'en seraient pas dotés", a-t-il soutenu.

R.I

SOUDAN

Vers la signature d'un accord de paix historique

Le gouvernement soudanais et les chefs des mouvements rebelles s'apprêtaient hier à signer à Juba, un accord de paix historique, qui doit mettre fin à 17 ans "de souffrances pour de nombreux Soudanais", et qui devrait permettre "le développement et la prospérité", au Soudan, selon les deux parties.
"La signature de cet accord aujourd'hui marque une date importante pour le Soudan et le Soudan du Sud. Elle représente la fin des souffrances pour de nombreux Soudanais, vivant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays", a affirmé Mini Arko Minawi, à la tête du principal mouvement rebelle du Darfour (ouest), le Mouvement de libération du Soudan (SLM). "La situation économique au Soudan et la fragilité de la situation politique représentent bien évidemment des défis, mais je suis convaincu que nous pourrons arriver à la paix", a-t-il ajouté. La délégation soudanaise sera conduite par le général Abdel Fattah al-Burhane, président du Conseil souverain, le vice-président Mohamed Hamdan Daglo et le Premier ministre Abdallah Hamdok. Ce dernier a espéré que la paix permettra "le développement, le progrès et la prospérité", dans un communiqué publié samedi. "Le processus de paix fait face à des défis que nous devons surmonter à travers une action commune", a-t-il ajouté.
Les autorités soudanaises, un pouvoir hybride de militaires et de civils en place après une révolte populaire ayant mis fin en avril 2019 à 30 ans de règne d'Omar al-Bachir, ont fait, de la paix avec les mouvements rebelles, leur priorité.
Le texte de l'accord de paix a été paraphé le 31 août, mais la signature se fera en présence de chefs d'Etat africains, dont l'hôte sud-soudanais Salva Kiir, et de représentants de pays arabes. Et la cérémonie se déroule à Juba, la capitale du Soudan du sud.

R.I

Brèves

NAGORNY KARABAKH

Poursuite des combats entre forces arméniennes et azerbaïdjanaises

Moscou a affirmé que la Russie et la Turquie, dont les ministres des Affaires étrangères se sont entretenus jeudi par téléphone, étaient disposées à une "coordination étroite pour stabiliser la situation" au Nagorny Karabakh. Les combats entre forces arméniennes et azerbaïdjanaises se poursuivaient hier sur le long de la ligne de contact au Nagorny Karabakh en dépit des appels internationaux à un cessez-le-feu, rapportent des médias. Touchée à plusieurs reprises vendredi par des bombardements, Stapanakert, la capitale du Karabakh, a vécu une nuit plus calme mais les affrontements ont été violents sur la ligne de front, selon les autorités arméniennes. "L'ennemi a déployé des troupes renforcées. Nos soldats font preuve d'une résistance héroïque", a déclaré sur Facebook le porte-parole de l'armée arménienne Artsroun Hovhannisian, assurant que "des combats féroces persistent". De son côté, l'armée azerbaïdjanaise a de nouveau revendiqué dans un communiqué la "prise de positions séparatistes" et avoir "nettoyé le territoire des troupes ennemies". Depuis le début des hostilités dimanche dernier, seuls des bilans partiels sont communiqués, faisant état au total de 191 morts : 158 soldats du Karabakh, 14 civils arméniens et 19 civils azerbaïdjanais.
Chaque camp revendique en revanche des succès démentis par l'autre et fait état de centaines de soldats "ennemis" tués chaque jour. Les Arméniens assurent ainsi que plus de 3 000 soldats azerbaïdjanais ont péri depuis dimanche, date de reprise des hostilités, Bakou disant avoir tué 2 300 militaires arméniens. Selon les médias, si aucun camp n'a pris un avantage décisif sur l'autre au sixième jour des affrontements, la pression paraissait de plus en plus forte sur le Nagorny Karabakh, dont plusieurs villes et villages ont été touchés ces derniers jours. Des tirs d'artillerie lourde, une première, ont endommagé vendredi plusieurs bâtiments de Stepanakert.
Des tirs ont de nouveau été entendus dans la matinée, selon un correspondant de presse.
Le Nagorny Karabakh, en majorité peuplé d'Arméniens, a fait sécession de l'Azerbaïdjan, entraînant une guerre au début des années 1990 qui avait fait 30 000 morts.
Le front est quasi-gelé depuis, malgré des heurts réguliers, aucun traité de paix n'ayant jamais été signé. Le président du Nagorny Karabakh, Arayik Haroutiounian, a déclaré aux journalistes que "la nation et la mère patrie sont en danger" et annoncé son intention d'aller sur le front.
"Le temps est venu pour toute la nation de devenir une armée puissante. C'est notre dernière bataille, que nous allons assurément gagner", a-t-il ajouté.
Les combats au Karabakh se poursuivent sur fond de multiples appels de la communauté internationale à faire taire les armes, tel celui vendredi du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, réclamant "une fin immédiate des hostilités". Mohammad Javad Zarif, le ministre des Affaires étrangères de l'Iran voisin des deux pays en conflit autour du Nagorny Karabakh, s'est lui aussi dit "préoccupé" lors d'un entretien avec son homologue russe Sergueï Lavrov, selon un communiqué de Moscou. Par ailleurs, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu vendredi avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaidjanais Ilham Aliev qu'il a de nouveau exhorté à déclarer un cessez-le-feu au Nagorny Karabakh, a indiqué l'Elysée.

R.I

AFGHANISTAN

Quinze morts dans un attentat à la voiture piégée

Au moins quinze personnes ont été tuées et plus de trente autres blessées hier dans un attentat à la voiture piégée qui a ciblé un bâtiment administratif dans la province de Nangarhar dans l'est de l'Afghanistan, ont annoncé les autorités. L'explosion s'est produite à l'entrée d'un bâtiment administratif abritant également des installations militaires dans le district de Ghani Khel, a indiqué le porte-parole du gouverneur de la province de Nangarhar, Attaullah Khogyani. "La voiture piégée a explosé à l'entrée du bâtiment de l'administration du district. Plusieurs assaillants armés ont tenté d'entrer dans le bâtiment après l'attaque mais ils ont été tués par les forces de sécurité", a-t-il ajouté. Le porte-parole de la police de la province, Farid Khan, a confirmé ces informations. La plupart des victimes sont des membres des forces de sécurité mais plusieurs civils figurent parmi les morts, a-t-il précisé. L'attaque n'a pas été revendiquée, mais M. Khan l'a attribuée aux rebelles talibans, actifs dans la région. Mardi, quatorze civils, dont sept femmes et cinq enfants, ont été tués par l'explosion d'une mine artisanale au moment du passage de leur minibus dans le centre de l'Afghanistan, selon le ministère de l'Intérieur afghan.

R.I

Trump n'a pas flanché

Trump n'a pas flanché. Il a choisi la belle Amy Barrett pour remplacer la sorcière disparue à la Cour suprême. Quelle différence ! Une catholique fervente au lieu d'une juive athée ; une femme épanouie et mère de sept enfants au lieu d'une harpie autoritaire sans enfants, avide de mariages entre personnes du même sexe et d'avortements ; l'été au lieu de l'hiver.

Il a fait ce choix alors même que l'Amérique libérale-féministe pleurait encore Ruth Bader Ginsburg, à gros sanglots bruyants. Ses funérailles ont été impressionnantes, voire sans précédent. Dans ma Russie natale, seul Staline a été suivi avec un tel faste.

La défunte RBG était aussi laide que ses actes (la beauté et la laideur comptent, comme l'expliquait Oscar Wilde) ; probablement personne dans l'histoire n'a plus contribué à la destruction de la famille, à la profanation du mariage, au massacre des enfants. Elle a poussé le féminisme à l'extrême : après sa récente visite en Israël (elle n'aimait pas ce pays), elle a déclaré que les femmes israéliennes étaient discriminées comme les Noirs, au temps des lois de Jim Crow. Elle s'est sentie désolée pour les juges israéliens qui sont mis à la retraite à 70 ans, au lieu de servir à vie, jusqu'à 87 ans dans son cas.

Peut-être que la RBG était la mamma secrète de Washington, la réponse au pape de Rome, la souveraine cachée de l'empire américain dans une hiérarchie judéo-maçonnique, le haut du panier reptilien, la cheffe de l'État profond, alors que le président n'est qu'une figure de proue. Pendant de nombreuses années, elle s'est accrochée à la vie et au pouvoir, jouissant de torrents de bains de sang infantiles. Elle voulait survivre à la présidence de Trump, voir sa fin, à ce bonhomme ; passer le pouvoir au prochain reptilien, officiellement nommé par Biden, mais Dieu l'a arrêtée en si bon chemin, et a donné une chance à l'humanité. Avec la RBG à la Cour suprême, Trump n'aurait pas eu la moindre chance, tel un flocon de neige en enfer, de gagner l'élection. Toute décision judiciaire aurait été brandie contre lui. Il aurait été déclaré occupant illégal de la Maison Blanche bien avant le décompte des voix. Maintenant, il a une chance.

L'entourage de Miss RBG a interpellé Trump : "N'allez pas avoir l'outrecuidance de nommer un nouveau juge de la Cour suprême à sa place ! Le nouveau juge sera nommé par le nouveau président, M. Biden !" C'était le premier défi de Trump. Le magrepha des grands médias, cette machine à crier perçante (si puissante qu'une personne à Jérusalem ne pouvait pas entendre son voisin parler à cause du son du magrepha, dit le Talmud) a été lancé à plein volume, criant "N'osez pas !" et "Il est illégal de nommer un juge en année électorale ! C'est le mantra du Projet Integrity transition : "Trump va perdre les élections et il va se battre pour conserver son pouvoir, mais il finira par se rendre et créer sa propre chaîne de télévision, sa MAGA TV".

L'objectif de cette campagne médiatique est de briser la volonté de Trump de résister et de démoraliser ses partisans.

Si Trump avait succombé aux vociférations des médias, il serait aujourd'hui un canard boiteux, prêt à être plumé. Mais il n'a pas cédé. Il a décidé de choisir un nouveau juge dès que possible, avant les élections.

Pourquoi est-ce si important ? Pour les jeunes comme pour les non-Américains, il est difficile de comprendre pourquoi la personnalité du président de la Cour suprême est si importante. D'autres pays sont dirigés par un roi ou président ou premier ministre, modéré par le Parlement. D'autre part, les Juifs se laissent traditionnellement diriger par des juges. Aux États-Unis, avec la montée des Juifs, la voie juive a pris de l'ampleur et la Cour suprême a usurpé les prérogatives de la démocratie. Les juges de la Cour suprême peuvent annuler pratiquement toute décision du Congrès ou du Président. Suivant l'exemple américain, la Cour suprême israélienne a également revendiqué ce rôle, et l'année dernière, la Cour suprême britannique récemment créée s'est immiscée dans le fonctionnement normal du gouvernement et a tenté de faire échouer le Brexit. Ainsi, dans les pays fortement judaïsés, le commandement juif traditionnel par les juges s'est imposé.

Aux États-Unis, les tribunaux sont devenus très politisés ; ils adoptent une approche militante, rendant des jugements et ne tenant pas compte de l'opinion de la rue. De nombreuses décisions importantes, du "mariage" homosexuel à l'immigration, sont prises par des juges et non par les pouvoirs législatif ou exécutif. On peut être d'accord ou non avec ces décisions, mais il ne fait aucun doute qu'elles sont prises pour contourner la loi américaine ; c'est aux juges qu'il appartient de statuer, et non au peuple des États-Unis. En conséquence, la démocratie américaine a été éviscérée. L'élection du président des Déplorables, Donald Trump, a été systématiquement neutralisée par les juges. Pratiquement toutes ses décisions importantes ont été bloquées et annulées. Pour que son élection ait une quelconque signification, il faut d'abord qu'il apprivoise la mégère de la Cour suprême. C'est un travail qui peut difficilement être accompli en deux mandats, et qui peut être impossible en un seul mandat, mais il fait de son mieux pour restaurer la démocratie. Si Amy prend effectivement son poste à la Cour suprême, la rapide conquête libérale de l'hégémonie peut être contrée, et peut-être même inversée.

La liste de Trump n'en comptait plus que deux : celle-ci, Amy Coney Barrett, ou Lagoa, fille d'immigrés cubains. Prenez la Cubaine, lui ont dit les conseillers de Trump, et les Cubains de Floride voteront pour vous. Plus encore, les Latinos voteront pour vous ! Caressez les minorités, et vous gagnerez ! Mais Trump a choisi Amy. Il a donné une chance à une Américaine normale, sans histoire de genre, ni immigrée, ni noire, ni latino, ni homosexuelle, ni trans, ni juive et même pas membre de l'Ivy League. Pendant des années, ces personnes ont été les moins privilégiées, toujours rejetées par les soi-disant plus intelligents qui préfèrent la politique des identités minoritaires, mais Trump a mis tout cela de côté et a choisi une Américaine traditionnelle.

C'est très important. Outre ses implications idéologiques, le choix de Trump reflète ses pratiques d'embauche. Les Dems, le parti du Nouvel Ordre Mondial, s'appuient sur les minorités ; elles sont plus faciles à modeler et à faire plier. Ces groupes sont généralement obéissants. Les Américains sans problème de genr, la majorité, ont été évincés des postes importants, et tous les emplois les plus puissants ont été attribués à des gays, des gens de couleur, des Juifs et des Hindous. Aujourd'hui, Trump a commencé à compenser ce déséquilibre. Kevin MacDonald a fait remarquer que la question de savoir "qui obtient le poste" est la plus importante dans la lutte pour la domination. L'Eglise était autrefois un outil pour réserver les meilleurs emplois aux chrétiens tout en maintenant les juifs en bas de l'échelle. Avec la réduction des effectifs de l'Église, les Juifs obtiennent maintenant les emplois, et ils maintiennent les simples citoyens, les Américains "sans trait d'union" tout en bas de l'échelle.

Le tout premier article attaquant Amy a été publié dans The Nation. Il a été rédigé par le toujours réjouissant Elie Mystal, qui se décrit lui-même comme "noir". C'est un "noir professionnel", comme son père avant lui ; un avocat à la peau claire de l'Ivy League qui a peut-être des ancêtres noirs et qui en fait le plus grand usage possible pour maintenir son "privilège noir". Si cela ne suffit pas, il se défait de sa déficience de genre (il n'est pas une femme ou un trans) en "admettant fièrement et avec joie que sa femme porte le pantalon dans la famille". Les attaques ultérieures contre Amy ont été concoctées par des personnes d'origine similaire, c'est-à-dire des personnes qui revendiquent le statut de minorité privilégiée.

On dit qu'Amy Barrett veut changer la loi sur l'avortement. En réalité, elle veut faire réinstaurer la loi en tant que telle. La loi américaine sur l'avortement est basée sur la jurisprudence de l'affaire Roe v. Wade, (1973), "une décision de la Cour suprême des États-Unis dans laquelle la Cour a statué que la Constitution des États-Unis protège la liberté d'une femme enceinte de choisir de se faire avorter". Cette décision est l'une des nombreuses décisions manifestement illégales prises par la Cour suprême. Le principal fait en cause, c'est que la Constitution des États-Unis ne protège ni ne nie cette liberté. Un tel droit pourrait être ajouté sous forme d'amendement à la Constitution, si les États étaient d'accord (je suppose qu'ils ne le seront pas). Mais il n'y a actuellement rien dans la Constitution ou dans les lois qui permettrait à la Cour suprême de court-circuiter les États et le peuple et de statuer sur le sujet de l'avortement.

De même, rien dans la Constitution américaine ne permettrait ou n'interdirait le "mariage" gay. En 2015, la Cour suprême des États-Unis a estimé, dans une décision à 5 voix contre 4 (un vote tranché par le vote de RGB) que le quatorzième amendement exige de tous les États qu'ils valident des mariages homosexuels et reconnaissent les mariages homosexuels célébrés dans d'autres États. C'était une contrevérité évidente : le quatorzième amendement a été promulgué en 1868, et pendant cent ans, personne n'a remarqué qu'il eût le moindre rapport avec le mariage homosexuel. Les partisans de ces unions pouvaient faire pression pour l'obtenir par la voie législative habituelle via les États ; mais ils avaient trouvé plus pratique de faire passer la chose par la Cour suprême, bien que celle-ci n'ait absolument pas le droit de contourner le système normal.

Amy Barrett, comme tous les citoyens américains qui aiment la démocratie, veut que le pays soit géré conformément à la Constitution ; elle ne reconnaît pas le droit des neuf diplômés inscrits à l'Ivy League de dire à la nation ce qui est le meilleur pour elle, en contournant le pouvoir législatif. Elle s'oppose également à la tendance des tribunaux à annuler les décisions du pouvoir exécutif. Si le président décide de limiter l'immigration de personnes qui auront probablement besoin d'une aide sociale, c'est sa décision. Le peuple peut élire un autre président avec des idées différentes, mais le tribunal ne doit pas s'immiscer dans la gestion de l'État. L'idée d'Amy Barrett est que la Cour suprême ne devrait pas être le dictateur suprême. Elle estime qu'elle devrait revenir à un rôle normal.

Dans le langage américain moderne, cela est considéré comme le "point de vue conservateur". Ce n'est certainement pas le cas. Vladimir Lénine n'était pas du tout un conservateur, mais il était avocat de formation et il était toujours contre le fait de laisser les avocats et les juges prendre des décisions à la place du peuple. Il avait écrit que la profession d'avocat s'opposerait toujours aux intérêts du prolétariat. Tout comme Mme Barrett, il pensait que le peuple devait décider, tandis que le pouvoir judiciaire devait se contenter de traiter différentes affaires sans essayer d'écraser ou de créer des lois. Il n'est pas nécessaire d'être conservateur ou libéral pour soutenir les idées de Mme Barrett : il suffit de comprendre que les lois devraient être modifiées ou promulguées par des moyens démocratiques réguliers, par le biais du vote populaire, et non par quelques personnes supposées plus intelligentes.

Les tribunaux américains sont actuellement dominés par des juges qui font de l'ingénierie sociale, nommés par le parti démocrate, qui veulent mener le pays dans la direction qu'ils préfèrent, et au diable la loi et la volonté du peuple. C'est pourquoi l'approbation d'Amy Barrett par le Sénat ne sera pas facile. Si elle est élue avant les élections, elle pourrait bien devenir le katechon, la personne qui "empêche le pouvoir secret de l'anarchie de se frayer un chemin" (Paul, Thessaloniciens 2:6-7). Et les anarchistes le savent.

Les adversaires de Trump au Sénat sont habiles pour jeter de la boue sur les personnes nommées par le président populiste. Le spectacle honteux de l'audition de Brett Kavanaugh se répétera sans doute, avec des tombereaux de mensonges et de calomnies déversés sur la tête d'Amy Barrett.

Les juifs sont particulièrement mécontents du choix d'une catholique - parce que les catholiques ne sont pas encore complètement saturés de sionisme chrétien, contrairement aux protestants, et parce que les catholiques croient en Dieu. (Oh oui, les Juifs croient aussi en Dieu, mais ils considèrent qu'une religion avec leurs propres prêtres est inadaptée aux païens. Les païens doivent juste pourvoir aux besoins des Juifs, et les Juifs s'occuperont de toute la correspondance avec le Tout-Puissant). Les catholiques ont imprégné la connaissance du bien et du mal, de la morale et de l'immoralité, avec le vin de leur communion. Lorsque Amy Barrett a été confirmée comme juge de la cour d'appel, des politiciens juifs l'ont harcelée, en particulier Dianne Feinstein de Californie - "Alors, ma chère, je suppose que vous croyez au Christ ? Comment pouvez-vous être juge avec de tels préjugés ?" (Elle utilisait un langage plus étudié). Amy n'a pas bronché et elle a été approuvée. Peut-être survivra-t-elle au peloton d'exécution des Démocrates au Sénat. Ce n'est pas sûr. Les Démocrates ont promis de mourir plutôt que de la laisser prendre la place de Ruth Bader Ginsburg, car cette place, à leur avis, appartient de droit à une Juive libérale. Une position moins importante pourrait revenir à une "personne de couleur" privilégiée ou à une minorité sexuelle, mais la place supérieure doit rester entre les mains des Juifs. Beaucoup de choses dépendent des juges de la Cour suprême - il est très probable que l'élection se fera à ce niveau. Mais le fait que Trump ait pris un risque et ait choisi une Américaine blanche ordinaire - une mère de famille nombreuse qui croit au Christ - est déjà un évènement considérable. Il pourrait s'agir d'un tournant dans l'histoire américaine.

Par Israel Adam Shamir